



HAL
open science

Les organisations non gouvernementales caritatives

Jacques Fontanel, Liliane Bensahel-Perrin, Bénédicte Corvaisier-Drouart

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel, Liliane Bensahel-Perrin, Bénédicte Corvaisier-Drouart. Les organisations non gouvernementales caritatives : ou la lutte contre la pauvreté et pour la dignité de l'homme. Jacques Fontanel; Liliane Bensahel; Bénédicte Corvaisier-Drouart. Les organisations non-gouvernementales ou L'homme au coeur d'une mondialisation solidaire, l'Harmattan, pp.323-404, 2009, La Librairie des humanités ; Côté cours (Grenoble), 978-2-296-09066-8. hal-02308927

HAL Id: hal-02308927

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02308927>

Submitted on 8 Oct 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Fontanel, J., Bensahel-Perrin, L.

**LES ORGANISATIONS NON
GOUVERNEMENTALES,**

**Ou la lutte contre la pauvreté et la dignité de l'homme
In**

**Les Organisations Non Gouvernementales, ou l'homme au cœur d'une
mondialisation solidaire**

L'Harmattan, Paris, 2009.

Résumé : La lutte contre la pauvreté constitue l'objectif principal de la plupart des organisations non gouvernementales. Elle s'inscrit aussi bien dans le tiers-monde que dans le quart-monde. Parfois, les ONG sont impliquées dans le combat pour la dignité de l'homme par la réduction du fléau de la faim, de la misère ou de la précarité. Elle concerne de nombreuses ONG, dont l'Armée du Salut, Samaritan's Purse, Caritas Internationalis (Secours catholique), OXFAM, CARE, Le secours populaire français, le Groupe SOS, l'enfant Bleu, la chaîne de l'espoir, les enfants du Mékong et Aide et Action.

Mots clés : Pauvreté, ONG, Misère, Faim, Précarité, tiers-monde, quart-monde, Armée du Salut, Samaritan's Purse, Caritas Internationalis (Secours catholique), OXFAM, CARE, Le secours populaire français, le Groupe SOS, l'enfant Bleu, la chaîne de l'espoir, les enfants du Mékong et Aide et Action.

La lutte contre la pauvreté constitue l'objectif principal de la plupart des organisations non gouvernementales. Elle s'inscrit aussi bien dans le tiers-monde que dans le quart-monde. Parfois, les ONG sont impliquées dans le combat pour la dignité de l'homme par la réduction du fléau de la faim, de la misère ou de la précarité.

Dans ce contexte, les religions qui ont pour obligation de « pratiquer la charité » sont particulièrement concernées par la mise en place d'organisations non

gouvernementales. Dans un premier temps, cette démarche a souvent des objectifs prosélytes affirmés. Aujourd'hui, ce dessein reste au cœur de ce dispositif, même si les personnes soignées ou soutenues n'appartiennent pas nécessairement à la religion des personnes qui leur tendent la main.

L'Armée du Salut est une des plus ancienne ONG d'inspiration religieuse. Son action caritative s'inscrit dans une mission évangélique, en vue de prêcher « in fine » la parole de Jésus-Christ. Elle se donne pour objectif de soutenir les hommes sans discrimination autour du monde.

Samaritan's Purse vient au secours des victimes de la guerre ou de la pauvreté, en vue de partager l'amour de Dieu par l'entremise de son fils Jésus-Christ. Cette association prosélyte, proche de l'ancien Président des Etats-Unis George Bush. Jr., fait de l'évangélisation du monde son objectif essentiel.

Caritas Internationalis (mieux connue en France sous le nom de Secours Catholique) se propose de trouver les moyens financiers et religieux pour combattre les injustices et la pauvreté. Il s'agit de témoigner devant le monde du respect de l'obligation de charité des chrétiens, en concentrant leurs efforts au niveau mondial.

Il existe aussi des organisations non gouvernementales qui traitent de la pauvreté ou du sous-développement dans le cadre d'une charité qui ne conteste pas les systèmes en place, ne mettant ainsi en avant que le caractère professionnel de leur action, selon des règles de gestion qui s'apparentent à celles des entreprises privées, profits exclus. Il s'agit de récolter des fonds et de solliciter des personnes compétentes pour accomplir les fonctions nécessaires à la réduction de la pauvreté et de la famine.

Ainsi, OXFAM se propose de communiquer à l'opinion publique l'ampleur de la pauvreté, de l'injustice économique et de la faim. Avec les fonds récoltés, elle cherche à améliorer les conditions de vie des plus pauvres et de soutenir les personnes touchées par les catastrophes humanitaires inévitables.

De même CARE est un réseau international qui se propose de créer des micro-entreprises, d'élargir l'accès à l'eau et à l'assainissement, de lutter contre le sida et toutes les urgences. Son action est générale, elle s'applique à tout ce qui rend la vie des hommes difficile. Elle s'engage dans la responsabilisation et l'autonomisation des personnes les plus démunies, tout en protégeant leurs droits économiques et sociaux.

Dans le même état d'esprit, mais avec une démarche plus politique de contestation du pouvoir marchand, le Secours Populaire investit dans la solidarité populaire, le respect de la déclaration universelle des Droits de l'Homme et le refus de l'arbitraire, de l'injustice sociale, de la misère, du sous-développement et des conflits armés. Cette association s'inscrit dans un mouvement de « gauche », progressiste et en même temps charitable.

Un grand nombre de petites organisations, aux formes et objectifs différents, gravitent dans ces actions de secours aux personnes en difficulté. Elles s'organisent selon des méthodes hétérogènes, avec un soutien plus ou moins marqué des autorités publiques des pays donateurs et des pays bénéficiaires de l'aide.

Ainsi, le Groupe SOS (constitué en Groupement d'Intérêt Economique) rassemble des associations connues pour leurs actions auprès de personnes en difficulté. Il a pour objectifs de mutualiser les dépenses de ses membres

afin de financer de nouveaux projets solidaires dans la lutte contre les exclusions.

La protection des enfants est particulièrement productrice d'organisations non gouvernementales.

L'association « L'enfant bleu, l'enfance maltraitée » se propose de protéger les enfants de tous les âges face à la violence quotidienne, en offrant une thérapie aux traumatismes et en cherchant à reconstituer leurs personnalités pour une vie présente et future meilleure.

La Chaine de l'espoir vient au secours des enfants malades, afin de les guérir de leurs peurs et de leur donner le goût de la vie.

L'association « Enfants du Mékong » apporte son soutien aux enfants abandonnés ou malnutris sur des territoires bien définis, afin d'accroître la visibilité et l'efficacité de son action.

Enfin, plusieurs organisations non gouvernementales souhaitent apporter leur écot à la lutte contre le sous-développement. L'Association « Aide et Action » s'inscrit dans cette démarche.

The Salvation Army

The Salvation Army International Headquarters
101 Queen Victoria St
London EC4V 4EH
England

Tel : (020) 7332 0101 (national)
[44] (20) 7332 0101 (international)
fax: (020) 7236 4681 (national)
[44] (20) 7236 4681 (international)

<http://www.salvationarmy.org/>

Armée du Salut

60 rue des Frères-Flavien,
75020 Paris

Téléphone : 01 43 2 25 22

Congrégation Armée du Salut

60, rue des Frères-Flavien
75 976 Paris cedex 20

Site internet : <http://www.armeedusalut.fr>

Créée en 1865 par William Booth, pasteur méthodiste anglais, l'Armée du Salut¹ fonde une mission chrétienne² (méthodiste) à qui il donnera une structure militaire, inspirée de l'armée anglaise. L'objet essentiel de cette organisation est religieux, il s'agit d'évangéliser. Cependant, cette mission doit être accompagnée par le souci du bien-être spirituel, moral et matériel de chaque personne. Cette condition est résumée par le slogan des 3 S « soup, soap, saviour », « soupe, savon, le sauveur (ou le salut) ». Il s'agit donc d'une organisation non gouvernementale, présente dans 117 pays, appartenant à l'ensemble des Eglises chrétiennes, qui s'engage dans le prosélytisme. En France, elle est affiliée à la Fédération protestante de France. Les salutistes sont des «soldats du bon Dieu» qui luttent contre la misère, la saleté, l'alcool ou la prostitution, mais aussi pour convertir les personnes en situation sociale difficile à la foi en Jésus-Christ. L'action sociale est fondée sur les principes chrétiens, sans discrimination

¹ La première mission s'appellera Réveil. C'est seulement en 1878 que l'association prendra le nom d'Armée du Salut.

² L'Armée du Salut n'est pas une église, elle ne connaît pas les sacrements, elle admet la pratique singulière de chaque Eglise. Il insiste sur l'importance de la « grâce » pour tout être humain et sur la certitude d'un salut pour tous dans l'amour du Christ. La certitude d'un salut offert à tous par le Christ et de la transformation possible de tout être humain par sa grâce. Il est spirituellement influencé par le piétisme et le christianisme évangélique. Ils ne reconnaissent pas l'autorité du Pape et leur Général ne dispose que d'une autorité limitée. Le salutiste n'accepte aucune autre autorité que l'Écriture sainte, la Bible.

d'aucune sorte. Elle comprend à la fois un quartier général situé à Londres et des organisations nationales, sorte de « filiales ». Chaque territoire possède un quartier général national, notamment la France.

The Salvation Army

L'objectif principal du Salvation Army International Headquarters est d'accomplir la mission de Dieu, de prêcher la parole de Jésus-Christ, d'apporter son soutien à l'action du Général et de soutenir les hommes sans discrimination. Il s'agit de promouvoir le développement de la vie spirituelle au sein de l'Armée, d'engager une stratégie globale dans le monde, de diriger les opérations, de renforcer l'action des organisations nationales, de renforcer l'internationalisme interne en préservant son unité, de favoriser les redéploiements des personnels et des ressources, d'améliorer la connaissance, l'expertise et l'expérience et de maintenir les valeurs religieuses.

Le siège social de « The Salvation Army » international est situé à Londres. Un général y coordonne l'action au niveau mondial et fixe les grandes orientations. Son organisation adopte une hiérarchie, une discipline, un uniforme et des règlements stricts. L'organisation est constituée selon des modes qui s'apparentent toujours aux structures de commandement militaires. L'officier est lié à la Congrégation par un contrat religieux et non un contrat de travail. Il travaille à plein temps pour l'Armée du Salut. Le service de l'officier est un apostolat pour les hommes ou les femmes. Il est obligatoirement marié à un autre officier, ou célibataire. Les salutistes ayant fait leurs preuves dans leur poste et remplissant certaines conditions suivent une formation théologique et pratique qui dure deux ans, à Bâle. Les officiers constituent désormais une congrégation reconnue par l'État.

Le soldat doit aussi être engagé spirituellement dans l'Armée du Salut. Si les officiers sont des permanents salariés, les soldats sont des bénévoles (2500 en France). Les adhérents à Congrégation de l'Armée du Salut ne sont pas appelés ou attirés par un engagement de salutiste. Ils participent à la vie de la communauté, acceptent les valeurs évangéliques de l'Armée du Salut et soutiennent l'action sociale par la prière, leur disponibilité ou leurs financements. Elles ne portent pas l'uniforme, ne sont pas tenues à l'abstinence (alcool, tabac), mais font partie intégrante de la communauté. Dans la mesure de leurs moyens, elles s'engagent à soutenir l'Armée du Salut financièrement.

Aujourd'hui, selon ses propres chiffres, The Salvation Army est une structure internationale implantée dans 117 pays qui rassemble 2,5 millions de membres. Elle intervient où elle peut être utile et où elle est acceptée. Au niveau mondial, c'est un des plus grands fournisseurs d'aide sociale, avec des dépenses de l'ordre de 3 milliards de dollars, pour près de 32 millions de personnes aidées, dans des centres de communauté mais aussi dans des camps de réfugiés, notamment en Afrique. Selon elle, The Salvation Army dispose d'un très large soutien en personnel, 17.000 officiers d'active (8.700 retraités), plus d'un million de soldats, 100.000 employés divers et 4,5 millions de volontaires. Ces chiffres sont sans doute excessifs, notamment en ce qui concerne les soldats, dont l'inactivité et le retrait ne sont pas toujours relevés. Aux Etats-Unis, il faut noter le nombre important d'employés (60.000) comparé à celui des soldats (114.000). The Salvation Army est la seconde organisation charitable des Etats-Unis, avec

des dons privés qui ont atteint 2 milliards de dollars en 2007 (dont 84 % immédiatement utilisable pour les missions engagées).

L'armée du salut en France

En France, l'Armée du salut comprend 50 établissements, 26 postes, 2000 salariés de la Fondation, une centaine d'officiers de la Congrégation et 2500 bénévoles réguliers. Elle est connue pour ses soupes de nuit. A Noël, les officiers et soldats des postes organisent une collecte dans la rue, ce sont les Marmites de Noël. L'Armée du salut est incarnée depuis le 11 avril 2000 dans deux structures : la Congrégation, chargée de la mission spirituelle et la Fondation, chargée de la mission sociale.

L'Association des Œuvres Françaises de Bienfaisance de l'Armée du Salut a été créée en vue d'engager une action sociale caritative en faveur des personnes en situation de souffrance morale, de détresse sociale et en risque d'exclusion. Elle a été fondée sur l'engagement et la conviction de ses membres à l'action sociale à accomplir. En avril 2000, l'association s'est organisée autour de deux nouvelles structures : la Congrégation et la Fondation. La Congrégation Armée du Salut assure le développement spirituel, la mission d'évangélisation et une action sociale de proximité³. La Fondation participe à une mission d'intérêt général d'action sociale. Elle intervient dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement, de l'emploi, du maintien des liens familiaux et de la reconstruction du lien social. La Fondation de l'Armée du Salut est reconnue d'utilité publique. Ses membres sont aisément reconnaissables par le grand public grâce à un uniforme spécifique et emblématique du monde protestant.

Les deux organisations partagent la même œuvre de restauration de la personne, avec des moyens et des procédures différents. La Fondation s'inscrit dans le prolongement des valeurs spirituelles de la Congrégation de l'Armée du Salut. Elle s'engage à lutter contre les risques systémiques d'isolement, de pauvreté, de précarité et d'exclusion sociale afin de permettre aux personnes démunies de retrouver leur dignité humaine. Ses moyens d'action déclarés sont l'information et l'éducation du public, l'accueil et l'écoute des personnes en situation de détresse, la distribution de secours et d'allocations par le canal des services sociaux mis en place par la Fondation, l'insertion des plus démunis (par l'éducation, le logement et le travail) et la gestion d'établissements et de services sociaux ou médico-sociaux, des centres de vacances et de loisirs ouverts aux publics en difficulté.

La Fondation est administrée par un conseil de huit membres : 3 membres désignés par la Congrégation (dont le supérieur en exercice), le collège des membres de droit (Ministre de l'Intérieur ou son représentant et Ministre chargé de la Santé et des Affaires Sociales ou son Représentant) et le collège de trois membres de personnalités qualifiées, nommés pour quatre ans par les membres des deux collèges précédents⁴. Le Conseil élit parmi les membres un bureau composé du président, d'un secrétaire et d'un trésorier. Il approuve les comptes, vote le budget de l'exercice suivant et il entend le rapport annuel sur la situation

³ La Congrégation mène toujours des actions en faveur des plus démunis, par la diaconie (service particulier de l'église salutiste orienté vers une action sociale).

⁴ Toutes les fonctions des membres du conseil d'administration et des membres du bureau sont gratuites, à l'exclusion des remboursements de frais.

financière et morale de l'établissement. En 2000, sa dotation initiale représentait l'équivalent de deux millions d'euros. La Fondation exerce toute son action sans tenir compte de critères religieux, raciaux, ou autres formes de discrimination. Toute sa structure est indépendante du point de vue comptable et financier de la Congrégation. Néanmoins la Fondation est présidée par un officier de la Congrégation. La Direction Générale et la quasi-totalité du personnel de la Fondation sont constitués de laïcs sélectionnés pour leur compétence sans tenir compte d'aucun critère religieux ou racial.

Les ressources annuelles de la Fondation proviennent du revenu de la dotation, des subventions qui peuvent lui être accordées, du produit des libéralités dont l'emploi est autorisé, du produit des ressources créées à titre exceptionnel (avec autorisation de l'autorité compétente), des fonds collectés dans le cadre de campagnes nationales auprès du public et du produit des ventes et des rétributions perçues pour services rendus. Les ressources de la Fondation de l'Armée du Salut en 2007 s'élèvent à 117 millions € (montant consolidé tous établissements). La Fondation reçoit des dons (8 millions d'euros en 2007) et legs (5,5 millions d'euro en 2007) de plus de 10.000 donateurs, principalement des particuliers. Les financements publics sont essentiels, de l'ordre de plus de 70 % en 2007. Ils proviennent des subventions allouées par les collectivités (mairies, conseils généraux) et des dotations financières des pouvoirs publics pour les établissements agréés (DDASS, Sécurité Sociale, Ministère de la Justice, notamment). Les missions sociales consomment 89 % des ressources, contre 3 % pour la communication et la recherche de fonds et 5% pour les frais de structure. La Fondation doit mettre à la disposition du public toutes les informations comptables usuelles. Elle assure la traçabilité des dons, legs et autres financements exceptionnels.

Son apport à la lutte contre la misère sociale n'est pas négligeable en France, même s'il est territorialisé plutôt dans les grandes villes ou dans les régions de l'Est de la France. L'ensemble de l'Armée du Salut a fait l'objet de controverses sur sa structure militaire, son prosélytisme religieux, sa représentation désuète.

Les controverses

Plusieurs controverses ont concerné l'Armée du Salut depuis le début du XXI^e siècle.

En 2004, L'Armée du Salut a reçu 1,6 milliard de dollars de Joan B. Kroc, la veuve de Ray Kroc, fondateur de la chaîne de « fast food » McDonald's, qui avait déjà apporté antérieurement près de 2 milliards de dons à cette association. C'est une des plus grandes donations accordées à une association philanthropique, accordée sur la base de certaines restrictions. De nombreux donateurs donnent moins, considérant que l'Armée du Salut est ainsi suffisamment dotée. Compte tenu de la somme versée, l'Armée du Salut a cherché à élargir ses missions.

- En décembre 2008, un capitaine du Wisconsin a été sommé de quitter ses fonctions du fait de son engagement avec une personne qui n'appartient pas à l'ONG. Or, les officiers ne peuvent épouser que des officiers (ou élèves officiers). Selon le magazine homosexuel The Advocate, il y a eu un arrangement entre l'Administration Bush et l'Armée du Salut pour que les lois sur la discrimination contre l'homosexualité soient maintenues en échange du soutien de l'ONG de

soutenir la Faith-Based Initiatives⁵. Pour 2005, dans le cadre de cette opération, plus de 2,2 milliards de dollars ont ainsi pu être accordés à ce type d'organisation. Les organisations pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat (Americans United for Separation of Church and State) et pour les libertés civiles (American Civil Liberties Union) considèrent que cette disposition viole la Clause sur les établissements (Establishment Clause) qui interdit l'utilisation des fonds prélevés par les impôts pour le financement des religions.

- The Salvation Army est accusée de pratiques discriminatoires à l'encontre des homosexuels. Le New York a affirmé que l'Armée du Salut avait obtenu une ferme promesse de la Maison Blanche de mettre en place une réglementation qui permettrait d'annuler les lois locales antidiscriminatoires. Cette assertion a été contestée par l'ONG qui affirme n'avoir pas cherché à discriminer contre les homosexuels. Elle souhaite une réglementation fédérale qui indique qu'elle n'est pas obligée d'ordonner les Officiers activement homosexuels et de fournir une aide médicale aux partenaires de même sexe dans leurs employés. Elle considère même qu'elle retirera son action à New York City si cette collectivité publique pourvoit des droits égaux pour tous les partenaires concubins. Il s'agit d'une Eglise avec ses normes et ses repères. La Section VI du US. Civil Rights Act of 1964 garantit explicitement le droit de discrimination à l'emploi pour les institutions religieuses

- Entre 1940 et 1970, de nombreux cas de pédophilie ont été recensés en Australie dans les camps organisés par l'Armée du Salut, celle-ci a reconnu les faits et s'est excusée.

- En Russie, l'Armée du Salut a été accusée d'être une organisation paramilitaire, sujette à expulsion.

- En France, fin 2008, l'Armée du Salut tombe sous le coup d'une enquête préliminaire à la suite d'une plainte déposée par deux auditeurs internes de la fondation. Elle porte sur des irrégularités de gestion dans les comptes de la fondation et soulève des interrogations déontologiques concernant le comportement de certains dirigeants (prise illégale d'intérêt et rémunérations très élevées des dirigeants⁶) et du Commissaire aux comptes. D'autre part, des protestations vives se sont fait entendre concernant le prix de loyers de la Maison de la Femme⁷.

En conclusion, l'Armée du Salut dispose d'une bonne image dans l'opinion publique, même si sa structure archaïque semble parfois rencontrer l'étonnement

⁵ The White House Office of Faith-Based and Community Initiatives (OFBCI) est un établissement créé en 2001, rattaché à l'Office du Président des Etats-Unis. Il se propose de renforcer les organisations « religieuses » à vocation charitable et de rendre plus accessibles les fonds publics, par le canal de cet établissement.

⁶ La moyenne des dix premiers dirigeants atteindrait 90 .000 euros par an, soit près de deux fois plus que dans des associations similaires.

⁷ Construits au début du XXe siècle, les bâtiments du Palais de la femme ont fait l'objet depuis 2006 d'une rénovation lourde abondamment subventionnée par l'Etat, la Ville de Paris ou la Région Ile-de-France. S'il est vrai que les loyers sont relativement élevés (413 euros) au regard de sa vocation sociale vers les plus démunis, l'allocation logement vient compenser ce financement à hauteur de 374 euros pour les personnes au SMIC et seulement de 87 euros pour une personne au SMIC. Le fonctionnement relève plus du paternalisme que du social. La Maison est gérée par un couple qui dispose d'une voiture de fonction et d'un appartement spacieux. Les loyers sont établis pour une seule année et le contrat peut être résilié dans un délai de 15 jours.

de l'opinion publique. Depuis quelque temps, elle est dans l'œil du cyclone, avec des critiques fortes sur certaines pratiques (notamment le paternalisme) et sur les dépenses effectuées (ce qui reste encore à être reconnu par la Justice). Par contre, on assiste à un décalage entre les actions charitables exercées dans les pays anglo-saxons et en France. Dans le premier cas, le côté professionnel de l'action n'est jamais mis de côté. Les rémunérations des dirigeants sont importantes et si l'Etat apporte son aide aux loyers, l'association en profite notamment pour accomplir d'autres tâches jugées plus prioritaires. C'est la différence qui existe entre l'action de l'Abbé Pierre et l'organisation professionnelle et bien intégrée dans le système économique d'Oxfam ou de Care. Ces deux conceptions hétérogènes, l'une luttant la pauvreté par l'exemple même d'une pauvreté partagée, l'autre s'intéressant à la pauvreté par elle-même sans nécessairement avoir le goût de la partager afin de trouver les meilleurs professionnels capables de leur apporter des ressources supplémentaires.

Samaritan's Purse

P.O. Box 3000
Boone, NC 28607
Téléphone (828) 262-1980
Fax (828) 266-1026

<http://www.samaritanspurse.org>

« The organization serves the Church worldwide to promote the Gospel of the Lord Jesus Christ »⁸

L'organisation non gouvernementale Samaritan's Purse a été fondée en 1970, en Californie, par Bob Pierce. C'est une ONG protestante américaine qui cherche à faire concorder une aide humanitaire et une démarche missionnaire pour la diffusion de l'Évangile. Elle se propose d'apporter une aide physique et spirituelle aux hommes qui sont dans le besoin. En 1980, Franklin Graham, le fils de Billy Graham, l'inspirateur de George W. Bush Jr., en devient le Président. Sous sa direction, l'organisation s'est internationalisée, avec l'ouverture de plusieurs bureaux, au Canada (1973), aux Pays-Bas (1983), en Angleterre (1989), en Australie (1995), en Allemagne (2001) et en Irlande (2002). C'est une des organisations humanitaires les plus importantes des États-Unis. Aujourd'hui, il a succédé à son père à la tête de son organisation Billy Graham Evangelistic Association, une association qui s'occupe de la planification et du financement des cérémonies et des voyages missionnaires des Évangélistes. Depuis 1970, elle se donne comme objectifs de venir en aide aux personnes victimes de la guerre, de la pauvreté, des désastres naturels, de la famine, dans le but avoué clairement de partager l'amour de Dieu par l'entremise de son fils Jésus-Christ. Il s'agit d'une association prosélyte, dont les rapports avec la Maison Blanche du temps de George Bush, Jr. ont été souvent mis en avant et contestés.

Organisation et budget

Samaritan's Purse est une organisation non lucrative (loi de la Caroline du Nord), exempte d'impôts. Elle est dirigée par un conseil d'administration de 21 personnes (dont une femme). La plupart d'entre eux sont des pasteurs ou des médecins appartenant au mouvement religieux baptiste de Billy Graham. 500 personnes sont salariées par Samaritan's Purse en plus des mille volontaires. Cette organisation non gouvernementale emploie des médecins, des coordinateurs logistiques, des ingénieurs, des professeurs, des managers, des administrateurs et des pasteurs. L'organisation propose d'abord de développer et de répandre la foi en Jésus. Le prosélytisme est la règle. Le contrôle de personnalité et de foi des personnes engagées est de rigueur. Pour les personnes qui partent à l'étranger, le

⁸ L'organisation sert l'Église dans le monde entier en vue de promouvoir l'Évangile de Jésus-Christ.

caractère « missionnaire » de leur action doit rester très présent. Il faut gagner des âmes à Jésus-Christ. Le réseau religieux permet à l'organisation, par le relais des églises sur place, d'entrer très vite en contact avec la population et de gagner leur confiance. Sur cette base, Samaritan's Purse peut élargir son terrain d'action et bénéficier de l'aide des croyants sur place.

Pour l'année fiscale 2003, Samaritan's Purse avait disposé d'un revenu de 200 millions de dollars, dont 95 % de donations privées (il est vrai souvent « défiscalisées ») et 3,5 % de contributions gouvernementales. En 2006 et 2007, les ressources dépassent 280 millions de dollars (Tableau n°30). Les dépenses administratives ne dépassaient pas 10 % du total des fonds recueillis en 2003, contre respectivement 12,2 et 13,8 % en 2006 et 2007 (Tableau n°31). Si en 2003, l'ONG déclarait 10 millions de dollars de bénéfices, les deux dernières années soldées ont été légèrement déficitaires.

Tableau n°30 – Les ressources de l'organisation Samaritan's Purse

Ressources	2007	2006
Contributions financières	135,6	135,8
Contributions en biens et services	143,0	140,0
Revenus des investissements	5,2	4,8
Autres	2,0	1,3
Total	285,5	281,5

Tableau 2 – Les dépenses de Samaritan's Purse

Dépenses	2007	2008
Opération Christmas'Child	152,6	147,3
Education chrétienne	24,0	21,1
Urgence	20,5	24,8
Développement des communautés	22,0	18,8
Assistance médicale	15,3	16,3
Action contre le SIDA	4,7	3,6
Aide à l'enfance	3,9	5,5
Missions, missionnaires et assistance	0,4	0,5
Levée des fonds (fund rising)	18,0	15,1
Dépenses administratives	13,8	12,2
Autres	13,2	13,7
Total	288,3	278,9

Il est intéressant de constater que les ressources stagnent et que les bénéfices ont fondu. Les dépenses administratives ont augmenté, notamment devant la nécessité de rechercher de nouveaux fonds. Il a sans doute été plus difficile à cette ONG d'obtenir des financements au fur et à mesure que les sondages sur la politique de George Bush donnaient des informations plutôt pessimistes sur la perception qu'en avaient les citoyens américains.

Les actions

Christmas Child fait des cadeaux aux enfants dans le besoin partout dans le monde. Les donateurs remplissent des cartons de chaussures avec des jouets (sauf ceux faisant allusion à la guerre), des friandises, du matériel pour l'école et des vêtements. L'association Samaritan's Purse ajoute « a piece of love »⁹, un exemplaire de la bible, un texte sur Jésus ou une prière dans la langue locale. Pour réaliser cette opération, l'organisation s'adresse aux écoles et aux autorités locales dans les pays donateurs. Ainsi, les institutions participant à l'opération servent de relais pour communiquer le projet de l'association. Cette organisation a connu un grand succès. En 2003, Samaritan's Purse a pu distribuer 6,6 millions de cartons dans 95 pays. La distribution locale est organisée par des églises locales ou des missionnaires.

En 2007, elle a significativement renforcé son soutien à l'opération Christmas Child qui représente 60 % de son budget (hors charges administratives et des frais de levée des fonds). Chaque distribution des cadeaux commence avec une déclaration religieuse ou une prière. Cette opération témoigne des procédés et des objectifs de Samaritan's Purse. Il s'agit d'entreprendre une action humanitaire à l'occasion d'une fête *chrétienne* avec un objectif missionnaire déclaré et prosélyte¹⁰.

Samaritan's Purse offre un soutien scolaire aux enfants, des aides médicales, des actions humanitaires dans le cas de catastrophes naturelles, de guerres ou de crises et un appui au développement local. Chaque action a comme but d'unir une assistance humanitaire à la propagation de l'évangile. L'organisation s'avère très expérimentée et son action dans la réalisation des projets dans les régions instables est souvent appréciée, comme ce fut le cas au Rwanda, en Somalie, en Bosnie, au Kosovo, en Afghanistan ou au Soudan.

Au Soudan, un pays qui souffre d'une longue guerre civile, Samaritan's Purse réalise plusieurs projets humanitaires, concentrés dans le sud, zone chrétienne du pays. L'association entretient des hôpitaux et elle organise une école d'infirmières. Au centre de ses projets se trouve l'aide aux enfants avec la construction d'écoles et de centres de réhabilitation pour les soldats enfants. Avec l'aide de la population chrétienne, Samaritan's Purse soutient la reconstruction d'églises détruites dans la guerre. Franklin Graham milite pour la nécessité de la liberté religieuse dans le pays. Pour lui, Dieu et ses missionnaires apportent la lumière de Jésus Christ à un peuple dans l'obscurité.¹¹

En 2003, en Jordanie, près de la frontière de l'Irak, Samaritan's Purse a installé des camps pour les réfugiés irakiens et des bases pour s'installer dans ce pays après la guerre. Une équipe internationale de médecins, ingénieurs et spécialistes de l'eau, ont préparé, de Jordanie, une grande action humanitaire en faveur du peuple irakien, en coordination avec les autorités jordaniennes.

Le projet Children's Heart Project propose un traitement médical aux Etats-Unis ou au Canada pour des enfants malades d'un pays du Tiers Monde.

Prescription for Hope participe à la lutte contre le SIDA. Elle s'adresse aux églises locales pour les aider à informer la population sur la prévention (aussi avec les vertus chrétiennes), pour donner de l'aide et de l'espoir aux malades et

⁹ Robert Laing, directeur de l'opération, dans : Swidzinski, Brad, Where Sante Fears to Tread, paru dans : Western Report, 1/8/1996, p.33

¹⁰ Samaritan's Purse 2003 Ministry Report, p.7

¹¹ Graham, Franklin, dans : Samaritan's Purse 2003 Ministry Report, p.2

pour s'occuper des orphelins dont les parents sont morts du SIDA. Le soutien religieux est de rigueur. Pour son programme contre le SIDA, Samaritan's Purse peut bénéficier d'une partie du budget de 15 millions de dollars du programme contre le SIDA financé par le gouvernement américain.

Pour soutenir les hôpitaux locaux, Samaritan's Purse envoie du personnel expérimenté, des médicaments et du matériel technique dans les hôpitaux des pays en développement. Le projet World Medical Mission gère cet objectif. En outre, l'association intervient lors des dévastations provoquées par les ouragans ou autres catastrophes naturelles (United States Disaster Relief). Enfin, en association avec Billy Graham Evangelistic Organisation, Samaritan's Purse organise des festivals de révélation, offices de masse, visités par 200.000 personnes, qui aboutissent dans une grande confession collective.

En 2007, l'ONG est intervenu dans 26 pays lors des situations de catastrophe naturelle, du Pérou, à l'Ouganda et au Bangladesh. Au Soudan, il s'agissait surtout de reconstruire l'Eglise, avec la création d'une école biblique dans Nuba Mountains, le don de 250.000 bibles et la mise en place d'études locales sur la Bible.

Analyse

Samaritan's Purse a été citée trois fois, par le magazine Smart Money, comme l'organisation humanitaire religieuse la plus efficace¹². L'organisation indique que 90% de son revenu servent directement les projets dans 90 pays, seulement 5 à 10 % des ressources seront consacrées à son administration. Samaritan's Purse réalise beaucoup de projets humanitaires dans des régions en guerre, où d'autres organisations humanitaires n'osent pas s'installer¹³.

Cependant, plusieurs actions ont fait l'objet de sévères critiques. Franklin Graham, radical que son père, condamne l'Islam, une religion très néfaste et pernicieuse¹⁴. En 1991, Samaritan's Purse a mis en place une action missionnaire parallèle à Operation Desert Storm, nommée Operation Desert Save. Pour faire diffuser l'évangile dans le Moyen-Orient, l'organisation a envoyé des milliers d'exemplaires du Nouveau Testament, traduit en arabe, aux troupes américaines en Arabie Saoudite, en vue d'une distribution à la population locale, sans coordination avec l'Etat-Major. Or, cette initiative missionnaire était évidemment illégale en Arabie Saoudite, ce qui a été la cause de grandes difficultés diplomatiques au général Norman Schwarzkopf.

Plusieurs actions de Samaritan's Purse ont été exposées à des critiques violentes. Ainsi, malgré le grand succès de son action « Operation Christmas Child », il lui a été reproché d'ajouter aux cadeaux des écritures religieuses, contredisant ainsi le principe laïc des écoles publiques. Plusieurs écoles ont alors retiré leur participation.

¹² Source : Cottle, Michelle, *Bible Brigade – Franklin Graham v. Iraq*, paru dans : *New Republic*, 4/21/2003, Vol. 228, Issue 15/16, p.16

¹³ Source : Cottle, Michelle, *Bible Brigade – Franklin Graham v. Iraq*, paru dans : *New Republic*, 4/21/2003, Vol. 228, Issue 15/16, p.16

¹⁴ Franklin Graham dans une interview avec NBC News après les attaques du 11 septembre

En 2001, Samaritan's Purse a reçu des subventions de USAID pour son projet de reconstruction de villages en El Salvador, dévastés par un tremblement de terre. Selon le New York Times, des services religieux ont été organisés avant chaque séminaire pour instruire les villageois à la reconstruction. Le gouvernement a demandé à l'organisation de mieux séparer ses projets humanitaires et ses actions missionnaires dans le futur. Pour le directeur du projet, Samaritan's Purse est d'abord une organisation religieuse et ensuite une organisation d'aide. Dans ce contexte, les deux objectifs sont inséparables¹⁵.

Aujourd'hui, le gouvernement soutient le projet humanitaire très controversé en Irak. Franklin Graham ne cache pas son aversion à l'encontre de l'Islam¹⁶, qui représente 98 % de la population irakienne. La question est alors de savoir si cette guerre irakienne n'est pas aussi une guerre religieuse. L'aide humanitaire de Samaritan's Purse se réfère sans cesse à Jésus-Christ dans un pays qui n'en reconnaît pas le message. Dans ce contexte, les autres ONG humanitaires se plaignent de cette image qui conduit les Irakiens à considérer que l'ensemble de leurs actions s'inscrit dans des vues religieuses ou culturelles opposées à leurs croyances et traditions.

Pour l'association, l'aide humanitaire s'accompagne d'un « sauvetage des âmes » en faveur du protestantisme. En outre, du fait de ses liens étroits avec la Maison Blanche et avec quelques sénateurs sa dénomination comme organisation non gouvernementale est parfois contestée.

En conclusion, grâce à son personnel expérimenté et professionnel et son organisation efficace, le travail humanitaire de Samaritan's Purse est matériellement efficace. Dans le classement des organisations humanitaires *charity navigator* (www.charitynavigator.org), l'organisation est très bien classée, et même dans les articles critiques, son efficacité est mise en avant. Cependant, son exceptionnelle volonté de prosélytisme pose des problèmes à toutes les autres ONG, au regard d'une part de l'importance de cette organisation dans le système Bush et, d'autre part, des « effets externes négatifs » que reçoivent toutes les autres associations humanitaires accusées de faire le lit de la culture occidentale et de défendre des valeurs religieuses contestées, notamment dans les pays musulmans. Cela ne remet pas en cause pour autant l'activisme de Samaritan's Purse¹⁷.

¹⁵ Cité dans : Cottle, Michelle, Bible Brigade – Franklin Graham v. Iraq, paru dans : New Republic, 4/21/2003, p.16

¹⁶ Dans un interview avec NBC News Franklin Graham désigne l'Islam « a very evil and wicked religion » (une religion très malfaisante et pernicieuse). Dans son livre *The Name*, il écrit « The god of Islam is not the God of Christian faith » (le dieu de l'Islam n'est pas le Dieu de la foi chrétienne) et il continue « the two are different as lightness and darkness. » (Ces religions sont aussi différentes que la lumière et les ténèbres). Dans le journal *Sunday Times*, il insinait : « The true God is the God of the Bible, not the Koran » (La vrai Dieu est le Dieu de la Bible, pas celui du Coran).

¹⁷ The Bible assures us, "The Lord is good, a stronghold in the day of trouble; and He knows those who trust Him" (Nahum 1:7, NKJV). La Bible nous confirme « Le Seigneur est bon, un soutien très fort dans les jours de trouble : Il connaît ceux qui croient en Lui.

Caritas Internationalis

Palazzo San Calisto 00120
Vatican City
Tel. (+39) 06 698 797 99
Fax (+39) 06 698 87 237

caritas.internationalis@caritas.va
www.caritas.org

« La pauvreté et l'injustice sociale sont les vraies armes de destruction massive »
Cardinal Maradiaga, Président de Caritas Internationalis

Le Secours Catholique

106, rue du Bac
75341 – PARIS cedex 07
Téléphone 01 45 49 73 00

<http://www.secours-catholique.asso.fr>

« Le but premier du Secours Catholique dans l'Église, c'est d'abord un travail pédagogique, un travail d'éveil à la charité, un travail d'éducation de la charité chez le fidèle et le païen »

Mgr. Jean Rodhain

Caritas est une confédération internationale d'organisations catholiques, présente dans 200 pays et territoires, créée en 1897 en Allemagne. En 1924, à Amsterdam, une Conférence catholique d'oeuvres de charité, comprenant 22 pays, a été fondée en reprenant comme fondement l'organisation suisse de Lucerne et prit le nom de Caritas Catholica en 1928. Les activités de cette association furent mises en sommeil pendant la seconde guerre mondiale. C'est le futur pape Paul VI qui la fit revivre en lui donnant la responsabilité de représenter officiellement toutes les activités de charité et de bienfaisance de l'Église au niveau international. Sous la houlette du Vatican, la première assemblée générale internationale eut lieu en décembre 1951¹⁸. En 1957 la Confédération prit le nom de Caritatis Internationalis pour refléter sa présence mondiale. Elle est présente aujourd'hui dans 198 pays et territoires. Son Secrétariat Général est situé au Vatican, comme témoignage de son engagement catholique, mais son action s'inscrit dans un engagement qui ne fait aucune discrimination fondée sur la religion et les races¹⁹. Le Secours catholique est membre de Caritas Internationalis. Son organisation inspirera un maillage identique dans le monde entier avec la réorganisation ou la création Caritas Europa et Caritas Internationalis.

¹⁸ Les membres fondateurs sont l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et la Suisse.

¹⁹ Il est surprenant que, concernant les races, Caritas Internationalis se sente obligée de préciser un refus de discrimination assez évidente.

Le réseau Caritas Internationalis

L'organisation se propose de combiner toutes les ressources humaines, religieuses et financières pour combattre les injustices et la pauvreté. Elle canalise les ressources de ses membres. Les objectifs des membres nationaux dépendent des critères et objectifs fixés par Caritas Internationalis, en étroite relation avec le Vatican²⁰. L'association est reconnue par les instances de l'Organisation des Nations Unies comme observateur à New York, Genève (ONU), Rome (FAO) et Paris (UNESCO).

Caritas Internationalis a le statut légal canonique du Vatican. Les membres de Caritas International sont des émanations des organisations charitables nationales travaillant en étroite relation avec leur Eglise ou une organisation internationale, reconnue par le Vatican, et dévouée à la cause du progrès humain et du développement économique. Tous les quatre ans, les représentants des pays membres sont réunis au Vatican en vue de faire le point sur les activités engagées et pour approuver le budget. L'Assemblée générale élit un Comité Exécutif en vue de procéder à une rotation des responsabilités. Elle élit aussi le Président (aujourd'hui le cardinal Maradiaga), le Secrétaire général, le trésorier et les sept Présidents régionaux.

Caritas Internationalis aide directement 24 millions de personnes, dans 200 pays ou territoires. Elle est organisée sur la base de sept régions²¹ qui travaillent ensemble en vue de promouvoir des activités communes. Elle emploie 40.000 personnes salariées et elle dispose de 125.000 volontaires. Les activités engagées dans les opérations de Caritas Internationalis représentent globalement d'un chiffre d'affaires de l'ordre de 5,5 milliards de dollars. Les informations financières disponibles sur Internet sont réduites et assez mal expliquées. Cependant, pour l'activité de l'association « centrale », les grandes « masses » budgétaires sont fournies (Tableau n°32 pour les revenus et Tableau n°33 pour les dépenses).

Tableau n°32 – Revenus de Caritas Internationalis en milliers d'euros

Revenus	2004	2007
Revenus statutaires	1.919	2.030
Fundraising	25	536
Revenus financiers	239	221
Autres	361	65
Total	2.545	2.853

Tableau n°33 – Dépenses de Caritas Internationalis en milliers d'euros

Dépenses	2004	2007
Personnel	1.447	1.802
Coordination/Paix/WSF/HIV	616	375
Urgence	164	165

²⁰ Etat reconnu par l'Organisation des Nations Unies

²¹ Afrique, Asie, Europe, Amérique latine et Caraïbes, Moyen Orient et Afrique du Nord, Amérique du Nord et Océanie.

Communication externe	110	119
Autres	72	71
Total	2.633	2.955
Bénéfice	89	102

Il est possible de connaître cependant les contributions des Régions (Tableau 3), sur la base de 154 membres donateurs. Il est significatif que 62 % des ressources statutaires proviennent de 9 membres seulement. 75,35 % des dépenses budgétées financent directement les programmes (Tableau n°34).

Tableau n°34 - Contribution des régions à Caritas Internationalis

Régions	2002	2006
Afrique	5,55	5,91
Asie	4,00	4,27
Europe	66,47	67,71
Amérique Latine et Caraïbes	6,17	6,60
Amérique du Nord	12,55	9,93
Océanie	3,37	3,59

Caritas Internationalis considère inacceptable l'injustice sociale, la misère, la guerre, le changement de climat et l'exclusion. Elle lutte contre la maladie. Elle dispose de plusieurs centres communautaires et organismes de secours international, elle offre des abris aux personnes âgées, elle dispense des soins (VIH²²), elle défend les droits de l'homme, elle répond aux urgences humanitaires, elle combat l'intolérance et engage un dialogue interreligieux. Elle intervient auprès des chefs d'Etat, avec le soutien du Vatican, pour qu'ils respectent leurs promesses collectives, notamment dans le domaine de l'aide au pays en développement. Elle a participé à la campagne mondiale "MakeAidWork" et exercé un fort lobbying pour remettre en cause la diminution constante des flux financiers à destination des pays les moins développés. Elle propose de revenir à un soutien de l'ordre de 0,7 % du PNB, pourcentage qui avait été décidé il y a quatre décennies et qui n'a jamais été respecté, afin de réduire la dette des pays du tiers-monde et de leur donner une chance d'un réel développement durable. Il participe aux grandes campagnes de plaidoyer et de mobilisation internationale concernant l'annulation de la dette, la réforme de l'organisation mondiale du commerce, ou le refus des embargos.

En 2009, il s'agit fondamentalement d'éradiquer l'extrême pauvreté et la faim, de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomie des femmes, d'assurer une éducation primaire pour tous et toutes, de réduire la mortalité infantile, de combattre les maladies, le paludisme et le sida, de défendre un environnement durable (sécurité alimentaire et de l'eau, protection des terres et de la biodiversité, environnement pacifique) et de mettre en place un partenariat mondial pour le développement. Pour les problèmes de nourriture, d'eau ou de médecine, Caritas Internationalis cherche à apporter une réponse rapide avec professionnalisme et coordination des efforts. Dans les situations de guerre, les membres doivent

²² Elle a écrit un Manuel « The CI Pastoral Training Manual on HIV and AIDS » publié en may 2007, qui sert de base à l'action de Caritas internationalis au Kenya et au Lesotho.

prêcher la non-violence, la négociation et le dialogue entre toutes les croyances. Concernant les injustices et les questions des migrations, l'association vient en aide à toutes ces communautés pour faire prévaloir un droit plus juste.

L'association est très présente dans plusieurs pays, en fonction des besoins de court et de long termes, notamment au Darfour (contre le génocide). Concernant les actions d'urgence, le Rapport annuel de 2007 fait état d'actions importantes en Kenya, Indonésie, Bolivie, Mozambique, Bangladesh, au Nicaragua, au Ghana, en Ouganda, en Bulgarie, au Mexique, en Mauritanie, au Népal et en Inde (inondations), au Burundi, au Niger, (sécurité alimentaire), au Pérou, à Solomon, en Indonésie (urgence concernant le tremblement de terre), aux Philippines, à Madagascar, au Pakistan, en Inde, à Haïti et au Bangladesh (typhon, cyclone,), au Congo, au Sri Lanka, au Liban, au Soudan, au Zimbabwe, au Népal (sécurité humanitaire de personnes déplacées).

L'action de Caritas Internationalis est importante si l'on tient compte de l'ensemble des activités mises en place. Elle a fait l'objet de trois critiques. D'abord, elle a commandité un mercenaire pour soutenir la sécession biafraise (menée par les Ibos chrétiens) sous prétexte qu'il s'agissait d'une guerre de religion. Ce type de comportement ne s'est plus renouvelé. Ensuite, ses actions concernant la lutte contre le SIDA est critiquée par son refus officiel d'une contraception aujourd'hui très répandue dans le monde, en invoquant la responsabilité des couples et la compassion pour les victimes. Enfin, son caractère religieux et ses liens avec le Vatican font parfois l'objet de critiques ou de méfiance de la part des personnes ou des pays à secourir.

Le secours catholique

Au sortir de la guerre, la France est un pays ravagé et en souffrance, avec nombre d'enfants abandonnés, de familles sans logement et de personnes handicapées ou pauvres. En 1946, Mgr Jean Rodhain crée le Secours Catholique, une association caritative qui prend appui sur l'évangile et la doctrine sociale de l'église. Le Secours catholique entend venir en aide aux plus démunis, dans le respect de la dignité humaine et de l'égalité de chaque victime devant son soutien, quelle que soit sa religion. En 1962, cette association est reconnue d'utilité publique et grande cause nationale en 1988. Enfin, en 2004, elle a reçu le Prix des Droits de l'Homme de la République française. Elle est l'un des premiers réseaux caritatifs de France. Le Secours catholique est un service de l'Église catholique en France. Il prend son appui dans la doctrine sociale de l'Église pour venir en aide aux plus démunis, dans le respect de la dignité humaine et l'impartialité.

En France, le Secours Catholique est une association à but non lucratif (loi 1901) régie par un conseil d'administration, composé de 21 membres. Il est membre du Comité de la Charte de déontologie des organisations sociales et humanitaires faisant appel à la générosité du public. Il compte 106 délégations diocésaines et 4 000 équipes locales (67 000 bénévoles) réparties en 106 délégations diocésaines, 14 cités secours et 3 antennes. Elle compte aussi 4 160 équipes locales, 68 700 bénévoles, 934 salariés et un nombre important de donateurs. Le Secours Catholique-Caritas Internationalis apporte son soutien dans des opérations concernant 200 pays. Il est membre de Caritas Europa, créé en 1971, qui rassemble 48 organisations, qui concentre ses activités sur les questions de pauvreté et d'inégalités sociales, de migrations et d'asile, tant dans les pays de

l'Union européenne que dans tous les autres pays européens. Le secours catholique collabore de façon régulière avec un grand nombre d'ONG nationales et internationales. Ensemble, elles dénoncent les dysfonctionnements d'une même voix et améliorent ainsi leur force de mobilisation et de lobbying. Au plan local, cette ONG négocie quotidiennement avec des élus, maires, centres communaux d'action sociale, conseils généraux, services préfectoraux, DDASS, allocations familiales, aides au logement. Le secours catholique collabore enfin avec les entreprises par le canal du mécénat, perçu comme un enrichissement mutuel. La Confédération nationale du Crédit Mutuel et le Secours Catholique ont signé une convention afin de faciliter l'accès au crédit pour les créateurs de petites entreprises et celles victimes de catastrophes. Les Groupes régionaux du Crédit Mutuel accordent des prêts aux créateurs de petites entreprises en difficulté et aux entreprises victimes de catastrophes naturelles ou industrielles. Les banques bénéficient d'une garantie du Secours Catholique.

En 2003, les ressources atteignaient 112 millions d'euros, grâce à la générosité de la population et, en particulier, de la communauté chrétienne, puisque les dons, les legs et les bénéfices de la vente de produits représentaient 79% des fonds²³. Les subventions publiques atteignaient 9 %, la vente de produits 8 %, le reste étant des ressources annexes ou des reports de ressources antérieures. Les 67.000 bénévoles produisaient une valeur ajoutée de l'ordre de 280 millions d'euros qui ne sont pas comptabilisés dans cette présentation. Un peu moins de la moitié des dépenses concerne la France (1,6 million de personnes concernées), notamment en faveur de la famille, de l'insertion et de l'emploi, des émigrés et migrants, des SDF ou les actions urgentes.

Le secours catholique poursuit une politique comportant trois axes principaux. D'abord, il cherche à promouvoir la parole des pauvres, elle les reconforte dans l'immédiat et les soutient dans leurs démarches de réinsertion. En engage ensuite une action institutionnelle²⁴, supposant un dialogue et une collaboration avec les institutions et les pouvoirs publics, afin de participer à l'évolution des réglementations et des politiques destinées à combattre la pauvreté, les conflits et l'exclusion. C'est une démarche importante du Secours Populaire qui est un observatoire intéressant sur la pauvreté et l'exclusion quotidiennes. Enfin, il promeut des projets collectifs destinés à accueillir les gens et à les recevoir, tout en témoignant de l'Évangile.

Concrètement, son action a été importante pour l'humanisation des conditions de vie des détenus, dans la lutte contre l'errance (tournées de nuit, centres d'accueil, groupes de parole conviviale), pour le soutien aux gens du voyage, pour l'aide au droit d'asile des étrangers, pour le refus des situations de précarité des emplois²⁵, en faveur du logement pour chacun (notamment dans le cadre de la loi au logement opposable). Elle aide aussi les familles à sortir de

²³ Notons que le Code des impôts en France permet, jusqu'à une certaine somme, une réduction d'impôt conséquente au donateur.

²⁴ L'action institutionnelle comporte aussi un travail de partenariat inter-associatif, au sein de l'Uniopss (Union nationale interfédérale des oeuvres privées sanitaires et sociales) et du réseau du collectif Alerte, et une participation à la Conférence nationale de lutte contre l'exclusion

²⁵ De nombreuses initiatives de partenariat avec l'ANPE ont vu le jour comme à Rosny-sous-Bois en Seine-Saint-Denis pour favoriser le développement de lieux d'accueil conviviaux d'orientation destinés aux chômeurs en situation fortement précaire. Le Secours Catholique a également développé au sein de son vaste réseau de 106 délégations diocésaines : les bénévoles aident les demandeurs d'emploi pour la rédaction de leur CV et la rédaction de lettres de motivation personnalisées.

l'exclusion (combat contre l'illettrisme, accès à la culture, opportunité de loisirs) et elle est très impliquée dans les actions en faveur de l'enfance et de la jeunesse.

Le Secours Catholique donne aujourd'hui la priorité aux pays pauvres, en faveur de la réhabilitation, de la promotion de la paix, de l'appui institutionnel et de l'urgence, surtout en direction d'une Afrique (40 %) aux conflits ethniques réguliers et au développement économique précaire. Présent sur chaque continent à travers le réseau des Caritas, le Secours Catholique apporte son soutien depuis plus de cinquante ans dans de nombreux pays à travers le monde. Les actions conçues sont développées en liaison étroite et à la demande des Caritas locales qui sont en prise directe avec les situations d'urgence, de crise, de pauvreté et de sous-développement. Chaque année, le Secours Catholique soutient entre 400 et 500 opérations internationales pour venir en appui aux populations défavorisées. Sur le terrain, les programmes d'aide d'urgence aux victimes visent à apporter les moyens humains et matériels (aide alimentaire, médicale, psychologique) avec l'appui des partenaires locaux. Par exemple, dans le conflit israélo-palestinien, en alliance avec une autre ONG (le MAN), le secours catholique poursuit une campagne en faveur de l'envoi d'une force internationale d'intervention civile. L'objectif est de renforcer le dialogue et de créer des liens entre les deux communautés (actions de médiation et d'observation).

Comme la plupart des ONG, le secours catholique détient un rôle consultatif et d'observateur au sein de l'univers politique. Par ces rapports, l'association alerte les autorités sur certains dysfonctionnements sociaux. Elle reçoit certaines aides, allègements fiscaux ou subventions à ce type d'organisation des pouvoirs publics pour leurs actions sociales qui répondent à la fourniture d'un bien public. L'influence du secours catholique dans la prise de décisions et l'évolution de la législation est reconnue, notamment parce qu'elle est une Association connue et reconnue, bien estimée dans l'opinion publique. Le secours Catholique est une des plus importantes ONG en France du fait de son ancienneté et de son importance médiatique et financière.

Cependant on peut se poser deux questions principales. D'abord, son indépendance vis-à-vis du pouvoir politique n'est pas suffisamment transparente. D'abord, ses relations avec le pouvoir politique de la France (la sœur aînée de l'Eglise) sont excellentes. Mais surtout, son affiliation à Caritas Internationalis, organisation dirigée in fine par le Vatican, Etat indépendant, peut prêter à contestation. Dans ce contexte, même si elle est association 1901 selon la loi française, elle serait plutôt une PINGO dans le droit de l'Etat de Vatican. Ensuite, ses domaines d'action se sont éparpillés et l'on peut s'interroger sur l'efficacité politique de cet éclectisme. Enfin, derrière les mots « chatoyants » de la foi, assez peu d'information, au regard de l'importance de cette ONG, sont disponibles sur les prises de décision et sur les comptes financiers. On peut se demander si à force de s'impliquer dans plusieurs domaines d'actions, à trop éparpiller ses missions, le secours catholique ne risque pas terme, de s'éloigner de son objectif premier et d'être moins efficace ?

En conclusion, toute l'aide apportée par le Secours Catholique repose sur la philosophie de la religion chrétienne. Cependant, si le secours catholique est toujours « un service de l'Eglise » de France, il est situé à sa marge, en élargissant son action charitable aux hommes ne partageant pas sa foi. L'association n'a jamais fermé ses portes aux bénévoles venus d'autres religions, comme elle n'opère aucune discrimination entre les confessions des personnes dont elle s'occupe.

OXFAM

Oxford Committee for Famine Relief

Oxfam International

Suite 20, 266 Banbury Road,
Oxford OX2 7DL,
Royaume-Uni
Tél: + 44 1865 339100
Fax: + 44 1865 339101

Email: information@oxfaminternational.org

www.oxfam.org

Oxfam France-Agir ici

104 rue Oberkampf,
75011 Paris, France
Tél: + 33 1 56 98 24 40
E-mail: info@oxfamfrance.org
www.oxfamfrance.org

La réaction populaire britannique consécutive à l'embargo annoncée contre la Grèce par l'occupation nazie en 1942 a donné naissance à un comité national de soutien contre la faim. Le Comité d'Oxford, composé de Professeurs et d'hommes d'affaires, vint en aide à la population grecque en collectant de l'argent et des vêtements. Pendant la guerre, l'aide apportée au peuple grec a consisté à collecter de l'argent et des vêtements. Néanmoins, à la fin de la guerre, le comité national fut dissout et de nombreux comités locaux suivirent cette logique. En revanche, le comité d'Oxford décida de perdurer et d'élargir son action dans le monde par un soutien aux victimes des guerres, puis à celles des conséquences de la guerre, puis vers une vocation humanitaire élargie, avec une portée universelle. OXFAM s'est dotée ensuite d'organisations sœurs, d'abord au Canada (1963), puis en Belgique (1964). Aujourd'hui, treize organisations nationales sont affiliées à OXFAM en Allemagne, Australie, Belgique, Canada, Espagne, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Hong Kong, Irlande, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, France et Québec. Il existe aussi des organisations partenaires au Japon, en Inde et en Italie²⁶ et une organisation avec le titre d'observateur au Mexique. Si le secrétariat d'OXFAM International est toujours situé à Oxford (GB), l'ONG dispose également de bureaux de plaidoyer (advocacy offices) à Washington DC, New York, Bruxelles et Genève. Les membres d'Oxfam sont répartis dans quatre

²⁶ Oxfam Japon, Maruko bldg. 2F, 1-20-6, Higashi-Ueno, Taito-ku, Tokyo 110-0015, Japon, mail: info@oxfam.jp www.oxfam.jp Oxfam Trust en Inde B-121, Second Floor, MalviyaNagar, New Delhi, 1100-17, Inde, Tél: + 91 11 2667 3 763E-mail: info@oxfamint.org.in www.oxfamint.org.in Bureau de Campagne d'OxfamInternational et d'Ucodep Via Masaccio, 6/A 52100 Arezzo, Italia, Tél: +39 0575 907826, ucodepoi@oxfaminternational.org, www.ucodep.org

continents et ils forment un réseau mondial d'associations actives dans plus de 100 pays. Le secrétariat d'Oxfam International se trouve à Oxford, en Angleterre. Oxfam International dispose également de bureaux contentieux (advocacy offices) à Washington, New York, Bruxelles et Genève. Oxfam International est dirigé collectivement par ses membres. Ceux-ci élaborent la politique, ils conçoivent les projets et gèrent les activités. Ils conservent néanmoins leur indépendance dans l'allocation des ressources que dans la gestion de leur travail.

Oxfam France-Agir ici est une organisation non gouvernementale française, fondée en 1988, qui a rejoint Oxfam international en 2006, après avoir été membre observateur depuis 2003. Elle est une association (loi 1901). Elle se donne pour objectif de participer à la mise en place de règles commerciales internationales plus justes (elle appartient à ATTAC), elle s'engage pour une réforme des institutions financières internationales, elle défend l'accès aux services de base pour tous et elle propose le contrôle et la réduction du commerce des armes. Elle considère que son action a permis l'allègement de la dette des pays les plus pauvres, la lutte contre la réduction de l'aide publique au développement, la mise en place d'un commerce équitable, un meilleur accès aux traitements médicaux pour les pays du Sud, l'adoption de règles de conduite citoyennes des entreprises de la grande distribution, mais aussi une contribution importante à l'adoption d'un code de conduite européen sur les transferts d'armes. Enfin, elle a activement participé à la campagne pour l'interdiction des mines antipersonnel (Prix Nobel de la paix 1997).

Aujourd'hui, la base d'adhérents des Oxfam est relativement modeste et elle provient essentiellement de l'hémisphère Nord. Elle n'est pas représentative de l'ampleur et de la diversité qui caractérisent leurs programmes. Il existe plusieurs catégories d'adhésion des associés politiques (organisations qu'ils consultent au niveau du Conseil sur d'importantes questions de politiques) aux membres provisoires (organisations qui partagent les valeurs et la mission d'Oxfam mais qui participent de façon sélective à la gestion et aux activités). Les groupes Oxfam soutiennent une association Oxfam particulière ou Oxfam International dans son ensemble, par le canal de campagnes spécifiques et de collectes de fonds. Cependant, une certaine indépendance quant au choix des cibles est de règle. Ainsi le groupe belge s'est surtout engagé en Colombie, au Pérou et en Equateur alors que le groupe britannique s'est intéressé à la Bolivie, au Brésil, au Chili, à la Colombie à l'Equateur et au Pérou. En matière de communication, les treize associations cherchent à offrir un visage de cohérence, en coordonnant leurs messages. Elles insistent sur les valeurs fondamentales qui sous-tendent l'approche d'Oxfam, y compris les valeurs ayant trait au partenariat. Elles assurent la promotion de la citoyenneté mondiale en tant que partie intégrante de la mission et des travaux d'Oxfam. Elles mettent l'accent sur l'idée selon laquelle les pauvres sont des intervenants de plein droit et non des "victimes" ou des "bénéficiaires". Enfin, l'ONG milite en faveur de l'égalité de genre et du respect de la pluralité. Pour Oxfam international, il s'agit d'améliorer la coordination des personnels dans les actions humanitaires, de

fournir des directives claires et cohérentes dans les rapports avec les médias et d'optimiser les rapports avec les médias.

OXFAM est connu pour ses moyens financiers considérables, de l'ordre de 400 millions de dollars qui la place à quelques encablures de CARE (500 millions de dollars). Elle s'engage dans la lutte contre la pauvreté, avec une professionnalisation croissante de ses cadres afin de gagner en efficacité. Elle comprend aujourd'hui plus de 4000 employés dans le monde. Elle est affiliée à 3000 organismes aux objectifs similaires. Dans certaines circonstances, cette coopération peut soulever des difficultés et des blocages d'autant plus que OXFAM peut s'enorgueillir d'être reconnue par l'Organisation des Nations Unies, et *a fortiori* par des Etats puissants tels que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

Les objectifs

OXFAM se propose d'influencer l'opinion publique sur l'idée que se fait de la pauvreté, de l'injustice économique et de la faim. La même priorité doit être accordée à l'équité et à la croissance économique. L'organisation travaille avec les pauvres. Il s'agit d'améliorer leurs conditions de vie et de soutenir les personnes touchées par des catastrophes humanitaires, en adoptant des mesures préventives, en développant des capacités de réaction et en fournissant aussi de l'aide d'urgence. OXFAM mène des campagnes en faveur de changements de pratiques et de politiques au niveau du commerce mondial, des conflits, des réponses humanitaires, de la dette ou de l'éducation universelle de base.

Dans ce contexte, l'Advocacy team, en phase avec leurs équipes de militants et des organisations alliées, assure le travail de plaidoyer (lobbying) auprès d'institutions comme la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International, les Nations Unies, l'Organisation Mondiale du Commerce ou la Commission Européenne. Par les campagnes de mobilisation, les alliances et le travail auprès des médias, Oxfam mobilise le grand public. L'ONG propose de promouvoir la sécurité alimentaire, des conditions de travail et de revenus décents et une meilleure protection des ressources naturelles essentielles à leur existence. Elle promeut les services sociaux de base (santé, eau potable ou éducation), elle réduit les souffrances découlant des conflits armés et des désastres naturels et elle protège les individus ou les collectivités contre les déplacements forcés. Elle encourage les groupes minoritaires à exercer leurs droits civils et politiques. Elle vise, enfin, la défense de l'égalité des droits et du statut pour les femmes et les autres groupes opprimés ou marginalisés en raison de leur identité.

Dans un souci de cohérence et d'organisation, OXFAM est passé d'une aide d'urgence aux populations victimes de la guerre à la lutte contre la pauvreté

et l'injustice, avec la mise en place d'une réelle stratégie planifiée sur une longue période. Cette stratégie porte sur trois niveaux.

- À long terme, l'organisation mène de nombreuses actions relatives à l'éducation, le genre, la question des droits humains et la lutte contre le VIH/SIDA, en s'appuyant sur des partenariats locaux. Elle n'a pas d'actions spécifiques dans les pays développés occidentaux dans ce cadre précis.

- OXFAM engage des aides humanitaires d'urgence. Elle est très connue pour ses compétences en matière de distribution de l'eau et d'assainissement. Elle a été fortement sollicitée dans les opérations relatives au Tsunami en Asie en décembre 2004 et après le passage de l'ouragan Katrina en Nouvelle-Orléans. L'ONG apporte une aide d'urgence par l'envoi de volontaires et en coopérant avec tous les partenaires concernés. Elle adhère à la charte humanitaire de Sphère et au code de conduite pour le mouvement international de la Croix-Rouge. Ces deux institutions retracent des procédures lors des opérations de secours en cas de catastrophes, afin d'éviter la cacophonie dans l'action des ONG aux objectifs humanitaires élevés et à l'action inefficace et brouillonne, aux conséquences parfois fâcheuses.

- Enfin, OXFAM propose la mise en place de recherches spécifiques et elle utilise les techniques du lobbying pour parvenir à ses fins, sur la base d'une vision stratégique pour un autre monde. Il s'agit d'avoir l'ambition de changer le système de l'intérieur. OXFAM organise de nombreux forums altermondialistes et elle se présente comme un interlocuteur important auprès des grandes instances internationales telles que l'Organisation Mondiale du Commerce, le Programme des Nations Unies pour le Développement ou la Banque Mondiale. Elle exerce des pressions morales et éthiques sur les institutions internationales, en commanditant des rapports fixant des stratégies pour réduire la pauvreté et la misère. Elle engage à ce titre de véritables campagnes de mobilisation et de dénonciation.

Les campagnes détonantes d'OXFAM

Les campagnes d'OXFAM visent à changer les pratiques et les politiques en matière de commerce équitable, de prévention des conflits ou d'aide humanitaire. Elle intervient aussi sur les questions de la dette du tiers-monde ou de l'éducation de base universelle.

1. Comme le commerce équitable ne représente que 1 % du commerce mondial, OXFAM insiste pour qu'il soit développé en profondeur et élargi à plusieurs produits nouveaux.

2. OXFAM participe aux grands événements de lutte contre la pauvreté et elle essaie d'entreprendre des actions communes avec plusieurs partenaires pour obtenir des meilleurs résultats. Ainsi, au Forum social mondial (FSM) de Porto Alegre, au Brésil, les représentants d'Oxfam se sont joints aux 20 000 délégués de la société civile du monde entier réunis pour travailler ensemble à bâtir un front pour le changement. L'un des objectifs d'OXFAM à Porto Alegre était de travailler avec ses alliés notamment l'association des petits producteurs de café, CONTAG, en vue à sensibiliser le monde sur la situation catastrophique du marché.

3. Le commerce des armements attise les conflits, la pauvreté et les atteintes aux droits humains. Le contrôle des transferts internationaux des armes est revendiqué, par la mise en œuvre d'une Convention cadre sur les transferts internationaux d'armes et sur les mesures de protection des civils au niveau local.

4. L'action mondiale contre la pauvreté est une alliance mondiale qui appelle les dirigeants du monde entier à respecter leurs engagements. Pour cette campagne engagée en 2005, des professionnels de la publicité ont été sollicités.

5. L'éducation pour tous doit être reconnue par les gouvernements comme un droit fondamental.

6. OXFAM défend l'équité mondiale et l'organisation souhaite une réduction volontaire de l'écart croissant entre riches et pauvres à l'ère de la mondialisation. Elle considère que la mondialisation n'est pas une contradiction avec la recherche de l'équité. Elle est convaincue que l'écart peut être comblé, si l'opinion publique est convaincue de la nécessité de promouvoir la justice sociale. Dans ce dessein, OXFAM propose la promotion d'un vaste mouvement de citoyens du monde pour la justice sociale.

Des moyens importants

OXFAM est une multinationale de l'humanitaire, dotée d'un budget important, disposant d'une multitude de sources de financement. Elle n'en demeure pas moins pour autant étroitement liée au gouvernement britannique.

Pour l'année 2004, OXFAM International a dépensé près de 334,7 millions d'euros. Ces dépenses se répartissaient par programmes de la façon suivante : 30 % pour les moyens d'existence, 17 % pour les services sociaux de base, 23 % pour la vie et la sécurité, 18 % pour le droit d'être entendu, 9 % pour l'identité. Pour 2006-2007, si l'on prend en compte les dépenses consolidées des organisations affiliées, le montant des ressources disponibles atteignait 704,5 millions de dollars. Une nouvelle répartition des fonds au regard des programmes définis par l'ONG a été décidée : 24,2 % pour les moyens de subsistance, 13,9 % pour les services sociaux de base, 37,4 % pour le programme Vie et sécurité (qui prend en compte l'effort spécial en faveur des victimes du tsunami), 13,2 % pour le droit d'être entendu, 7,8 % pour le programme « identité et 4,5 % pour le programme « non-aligné ». Le Tableau n°35 donne par zones géographiques les principaux bénéficiaires.

Tableau n°35 – Les dépenses d'OXFAM en fonction des zones géographiques en 2006-2007 (en millions de dollars)

Zones géographiques	Dépenses en millions de dollars
Amérique centrale, Mexique, Antilles	46,02
Amérique du sud	43,64
Maghreb et Moyen-Orient	26,34

Corne de l'Afrique	60,69
Europe de l'Est et pays de l'ex-URSS	20,06
Asie du sud	98,78
Asie de l'Est	87,4
Pacifique	3,67
Tsunami, coûts généraux	1,22
Programmes mondiaux et dans le Nord	107,43
Afrique australe	58,89
Afrique centrale et de l'Est	93,93
Afrique de l'Ouest	52,45

À titre d'exemple, ce budget représentait trois fois plus que celui de Médecins Sans Frontières. Les salaires accordés sont très élevés au regard de ceux qui sont octroyés par les autres ONG, au prétexte qu'il faut attirer les meilleurs responsables pour une action de cette importance. La grille des salaires s'échelonne entre 14 300 et 64 500 €, sans compter des extras pour les postes les plus exposés à la concurrence (jusqu'à 20 000 € par an pour un informaticien, par exemple). La responsable d'OXFAM gagne un peu plus de 110.000 euros par an. Comme la majorité des Organisations non gouvernementales, le budget d'OXFAM repose sur des dons. Toutefois, la logique entretenue par OXFAM consiste à récupérer les subventions du Fonds Monétaire Internationale, de la Banque Mondiale et du Fonds Européen de Développement dans la mise en œuvre de programme de développement. Concurrençant ainsi d'autres ONG comme Care, OXFAM s'est intégrée dans une logique compétitive auprès de ses grands bailleurs de fonds, poussant ainsi l'organisation dans un élan de professionnalisation. En outre, l'association a recours à des accords bi ou multilatéraux et des conventions de cofinancement avec d'autres organisations. Enfin, OXFAM bénéficie du concours financier de certains Etats, ce qui n'est pas sans soulever certaines polémiques. Une des règles prévalant dans l'organisation d'OXFAM est une limite de 10 % de ses ressources apportées par un seul donateur, afin d'éviter une trop grande dépendance. Si dans les textes, l'organisation fonctionne de manière démocratique, dans les faits, les donateurs ont un rôle important qui leur accorde une forme de prépondérance sur les stratégies d'OXFAM. Le cas de la grande Bretagne est à ce titre intéressant.

Des actions reconnues et des interrogations

L'association cherche le soutien des populations locales en les incitant à reprendre les commandes de leur propre vie. L'ensemble des OXFAM

travaille en partenariat avec des organisations locales de base et prioritairement avec les personnes les plus démunies au sein de leurs communautés. Plusieurs actions peuvent être présentées dans la diversité des opérations engagées par OXFAM. L'association Oxfam du Canada a aidé les organisations syndicales en Colombie à se faire connaître, alors même que, dans ce pays violent, 172 syndicalistes ont été assassinés en 2001. Au Pérou, la fameuse mine d'or de Yanacocha, située à Cajamarca, au Pérou, pose le problème de la pollution des eaux et d'autres conséquences négatives qui limitent leurs perspectives et violent leurs droits à un environnement propre et à une qualité de vie durable. En Amazonie, il s'agissait de créer un réseau sanitaire pour faire face à la carence des services de santé de base face aux maladies infectieuses comme le paludisme, la tuberculose, la diarrhée, le polyparasitisme et le sida. Enfin, Oxfam a défendu les mouvements des citoyens au Brésil qui défendent les droits sociaux élémentaires.

Aujourd'hui, OXFAM France-Agir Ici intervient sur plusieurs thèmes de l'actualité immédiate et les questions d'avenir. Ainsi, l'ONG condamne les exactions commises au Congo et elle demande à l'ONU de donner plus de moyens à la MONUC en vue de protéger les populations lors de sa réunion du 26 novembre 2008. Oxfam vient d'annoncer son intention de doubler son aide en RDC afin d'assister près de 200.000 personnes prises au piège dans les récents combats à l'Est du Congo²⁷.

- Elle se félicite d'autre part que l'adoption d'un Traité international sur le commerce des armes classiques ait été votée par 147 Etats (à l'exclusion des Etats-Unis et du Zimbabwe) à la suite d'une campagne des ONG à laquelle elle a fortement participé. Le contrôle des ventes d'armes doit faire référence à la « règle d'or », qui explicite le nécessaire respect des droits humains, du droit international humanitaire et du développement durable.

- Elle proteste contre l'intention du gouvernement français de couper ses subventions à l'Afrique sub-saharienne.

- Elle demande une réflexion sur l'aide apportée aux agrocarburants, principaux responsables de la famine qui a sévi dans plusieurs régions pauvres du globe (crise qui a précipité en seule une année près de 120 millions de personnes supplémentaires dans la faim, portant ainsi le total de celles-ci à 967 millions). En outre, la défiscalisation a coûté 8000 millions d'euros à l'Etat de la France, somme considérable au regard des piètres résultats de cette production en termes de lutte contre le changement climatique. Elle lance une campagne intitulée « Les agrocarburants, ça ne nourrit pas son monde ».

- Elle entreprend une campagne pour agir sur la R&D médicale trop conditionnée par les profits et les maladies des pays développés, au détriment des populations pauvres. Moins de 10% de la recherche médicale est consacrée aux maladies touchant 90 % de la population mondiale.

²⁷ Oxfam travaille actuellement dans quatre camps à Goma, où 65.000 personnes reçoivent de l'aide, et elle procure de l'eau à 20.000 personnes à Kanyabayonga. Il est prévu d'apporter de l'aide à 100.000 personnes supplémentaires au nord et à l'Ouest de Goma.

En dépit de l'image d'amie des déshérités dont elle bénéficie dans le monde entier, OXFAM est devenue au cours des deux dernières décennies le vivier de conseillers particuliers du gouvernement britannique et de cadres de la Banque mondiale. L'ONG entretient des relations étroites avec le New Labour²⁸. L'indépendance politique d'OXFAM par rapport à la gouvernance néo-libérale est également compromise par les fonds publics qu'elle reçoit (de l'ordre de 60 millions de livres par an), le tiers provient du Département du Développement International (DFID), grand champion de la privatisation et de ses bienfaits pour les entreprises britanniques dans les pays en voie de développement. C'est le cas de la plupart des ONG britanniques de développement. Un financement d'Etat aussi élevé influence inévitablement la capacité d'OXFAM à manifester son indépendance politique, compte tenu du risque de voir se tarir la source de financement. Les ressources financières d'OXFAM et son image publique en font l'organisation la plus puissante d'Angleterre. Une telle disparité de richesse influence inévitablement son image publique. OXFAM possède une armée d'attachés de presse, de chercheurs et de responsables de campagne qui peuvent naturellement tirer avantage des possibilités exceptionnelles offertes par les médias dans le cadre de campagnes d'envergure. En outre, OXFAM exerce son lobbying à Londres, à Bruxelles, à Washington ou à Genève. Les vingt-trois lobbyistes arpentent les couloirs de la Commission européenne, de la Banque mondiale ou de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Enfin, il convient de souligner les obédiences protestantes des dirigeants du mouvement, ainsi que l'esprit d'affaires qui anime OXFAM encore aujourd'hui. C'est une multinationale de l'humanitaire entretenant un double rôle d'acteur et de maître-penseur. Elle s'est professionnalisée dans le but d'obtenir les financements des grandes organisations internationales et elle s'est donc éloignée partiellement de son caractère non lucratif. Elle ne jouit pas moins aujourd'hui d'une reconnaissance mondiale tant du point de vue des Etats que du point de vue des altermondialistes. OXFAM élabore de nombreux rapports d'aides à la décision qui prennent une place importante dans le processus décisionnel international. Sa légitimité n'est pas contestée, d'autant que, nonobstant ses relations politiques étroites avec les travaillistes britanniques, aucun scandale majeur n'est venu perturber l'image de cette organisation non gouvernementale.

²⁸ Ainsi, le conseiller particulier de Blair pour le développement international, Justin Forsyth, est un ancien directeur de campagne à Oxfam. Son équivalent au Trésor, Shriti Vadera, est également membre du conseil d'administration d'Oxfam : cette ex-directrice de la banque américaine US Warburg est une spécialiste des partenariats public-privé, option qui est à la base même du rapport de la Commission sur l'Afrique. Moins connu, John Clark a quitté Oxfam en 1992 pour un poste à la Banque Mondiale où il était responsable de la stratégie de travail de la Banque avec la société civile ; il a ensuite conseillé Tony Blair en 2000 sur son « Initiative de Partenariat avec l'Afrique » qui a conduit directement au Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) en 2001.

C.A.R.E

Coopérative for Assistance and Relief Everywhere

CARE International
Chemin de Balexert 7-9
1219 Châtelaine (Genève)
Suisse
Tel.: + 41 22 795 10 20
Fax: + 41 22 795 10 29
cisecretariat@careinternational.org

CARE France
71, rue Archereau
75019 Paris
Tél : + 33 1 53 19 89 89 (de 9h30 à 18h30)
Fax : + 33 1 53 19 89 90
E-mail : info-care@carefrance.org

La première action humanitaire de C.A.R.E a lieu au Havre, en France, en vue d'apporter de la nourriture à une population cruellement éprouvée²⁹. C.A.R.E. est une Organisation Non Gouvernementale qui s'engage dans les causes de type humanitaire. C'est un réseau international à l'initiative de centaines de projets à travers le monde, concernant notamment la création de micro-entreprises, le développement urbain, l'accès à l'eau et à l'assainissement, la lutte contre le sida et toutes les urgences. Elle organise son action sur la base de principes clairs qui sont de construire, transformer, responsabiliser et rendre autonomes les plus démunis, tout en protégeant leurs droits économiques et sociaux. Elle prend en compte toutes les composantes du développement, comme l'éducation, la santé, les activités économiques, pour provoquer un véritable changement. C.A.R.E. met son professionnalisme et sa compétence à évaluer, avec les communautés, leurs besoins afin de mettre en œuvre des solutions durables. La lutte contre la pauvreté et la justice sociale constitue le cœur même de son action. Il s'agit de contribuer à la diminution de l'extrême pauvreté d'ici 2015.

Fonctionnement

Pour C.A.R.E. France, le Conseil d'Administration veille au respect des valeurs fondamentales et du projet associatif. Il définit la stratégie de l'organisation, s'assure du respect des statuts et contrôle la mise en œuvre. Les décisions du Conseil, qui se réunit 4 fois par an, sont prises après débat et de façon collégiale. Le Conseil élit en son sein les membres du bureau : le

²⁹ 100 millions de colis arrivent en France en 1946

Président, le Vice-président, le Trésorier, le Secrétaire Général. L'Assemblée Générale se compose de l'ensemble des adhérents. Elle se réunit normalement une fois par an. Elle élit les membres du Conseil d'Administration, approuve les rapports moral et financier, donne quitus au Conseil d'Administration pour sa gestion, et approuve les plans d'actions et budgets pour l'exercice suivant. Concernant les fonds, CARE France reçoit 57 % de ses ressources de fonds publics et 40 % de fonds privés. L'association est soutenue par plus de 105.000 foyers, l'équipe professionnelle comprend 30 salariés et une vingtaine de bénévoles. Son budget atteignait 18 millions d'euros en 2008, consacrés à concurrence de 80 % pour les missions sociales, 17 % pour la collecte des fonds, le reste pour le fonctionnement de l'association³⁰.

Le réseau C.A.R.E. est un mouvement de solidarité internationale composé de 12 organisations nationales : Allemagne, Autriche, Australie, Canada, Danemark, Etats-Unis, France, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Thaïlande. Coordonnées par un Secrétariat International basé à Bruxelles, les différentes antennes nationales sont des organisations autonomes, respectant les lois spécifiques de leurs pays et travaillant ensemble à la mise en œuvre des programmes à travers le monde. Ce Secrétariat dispose aussi de bureaux de représentation à Genève et New York pour faire entendre de manière concertée la voix du réseau et des bénéficiaires auprès des institutions internationales. Les associations membres sont des organisations autonomes. Elles apportent des compétences techniques, des financements, une communication, des témoignages et un contrôle de gestion. Il faut une demande du pays bénéficiaire pour engager un projet. Il s'agit de répondre aux demandes qui émanent du terrain. Les structures sur le terrain sont autonomes. C.A.R.E. a fait le choix de la décentralisation et du développement des compétences locales³¹. Les responsables de pays sont à l'initiative des projets et garants de leur bonne exécution dans le respect des partenaires locaux.

Au 30 juin 2006, le budget global de l'ensemble du réseau C.A.R.E. s'élevait à près de 785 millions de dollars, dont 16,6 millions de dollars pour C.A.R.E. France (Tableau n°36 pour les ressources et Tableau n°37 pour les dépenses)

Tableau n°36 – Les ressources inscrites dans le budget de CARE au 30 juin 2006, en millions de dollars.

Ressources	Canada	France	Royaume-Uni	USA	Total des 12 membres de CARE
Marchandises alimentaires				82,1	82,1

³⁰ En novembre 2007, le salaire annuel brut moyen des 5 salaires les plus élevés (directeurs) s'élevait à 54 804 €. Le salaire brut annuel le plus élevé (Directeur Général) était de 76 224 €.

³¹ 350 expatriés seulement travaillent sur le terrain pour l'ensemble du réseau.

Contributions des donateurs	10,2	8,0	8,3	107,8	172,8
Contrats avec les membres de C.A.R.E.	60,4	0,05	0	137,6	0
Contributions en nature	46,0	0,1	0	4,2	50,4
Subventions publiques et non gouvernementales	46,2	8,0	81,2	314,2	545,4
Intérêts et revenus	0	0,2	0,6	9,5	17,1
Total des revenus	165,2	16,6	90,2	655,5	868,0

Tableau n°37 – Dépenses engagées par quelques membres et globalement en millions de dollars au 30 juin 2006.

Dépenses	Canada	France	Royaume-Uni	USA	Total des 12 membres de CARE
Développement des programmes	155,0	11,6	78,9	581,8	740,9
Dépenses des services et autres	9,6	4,9	8,9	63,9	103,6
Total dépensé	164,6	16,5	87,8	645,6	844,5

C.A.R.E., c'est également une présence opérationnelle dans 65 pays, en Afrique, Asie, Amérique latine et en Europe de l'Est. L'organisation s'occupe de 700 projets à travers le monde et représente plus de 2 millions de foyers donateurs. Chaque année, 25 millions de personnes bénéficient des projets, 4 millions de personnes reçoivent l'aide d'urgence et autant de bénéficiaires sont concernés par une formation concernant l'utilisation de l'eau potable, la gestion d'activités économiques, la prévention dans le domaine de la santé, la formation agricole ou le planning familial. C.A.R.E. est très professionnalisée. C'est un choix fondé sur la compétence et la disponibilité. Il s'agit d'atteindre l'excellence et d'assurer la fiabilité et le sérieux des actions entreprises. 10 000 collaborateurs sont employés, dont 95 % autochtones sont sur le terrain. C.A.R.E. finance des laboratoires et soutient des infirmeries privées et différentes actions (formations, dépistages, soin), avec l'appui des seuls professionnels ayant une expérience suffisante.

C.A.R.E. entretient un lien important avec le secteur économique par le canal du Cercle Entreprises C.A.R.E. et des membres de son conseil d'administration. Ce cercle est un réseau d'une trentaine d'entreprises engagées dans la lutte contre la pauvreté en participant au financement des actions sur le terrain. Les sociétés apportent leur cotisation afin d'assurer la pérennité de la mission sociale de l'association. Elles bénéficient des

avantages liés à leur statut de membre, notamment une expérience reconnue dans le milieu humanitaire pour la qualité des actions et le sérieux de l'engagement, une expertise dans l'organisation d'évènements de qualité et de manifestations de prestige et des dispositions fiscales permettant de déduire 60% du don de l'impôt sur les sociétés dans la limite de 0,5% du chiffre d'affaires³². Elles sont ainsi connues pour se poser la question de leur responsabilité sociale et environnementale et entreprendre des actions mieux adaptées aux politiques de développement durable.

Plusieurs institutions publiques et privées apportent leur soutien financier comme l'Union Européenne, le Ministère des affaires étrangères, la Banque mondiale, l'Agence Française de développement, les collectivités territoriales, le Ministère délégué à la coopération et la fondation mondiale SIDA. Plusieurs ONG accompagnent les objectifs de C.A.R.E., comme OXFAM, Amnesty International, Handicap International, Médecins du monde ou Médecins sans frontières.

Principes et objectifs

C.A.R.E. a adapté ses objectifs au fil du temps. En 1946, il s'agissait de participer à la reconstruction de l'Europe, mais cette aide ne fut que de courte durée. Aujourd'hui C.A.R.E. se propose de contribuer à diminuer la pauvreté d'ici 2015 au sein d'une démarche de développement durable et multisectorielle. Les pays en développement ont remplacé l'Europe dans la plupart des projets financés. Plutôt que d'agir sur un seul champ d'action, C.A.R.E. s'engage sur plusieurs fronts de la lutte contre la pauvreté, de l'éducation au respect des droits de l'homme, de la santé alimentaire à la lutte contre le sida, de l'assainissement à la protection de l'environnement, du développement économique aux structures de microcrédit. Elle souhaite apporter une réponse globale aux causes structurelles de la pauvreté, en partenariat constant avec les populations locales et en vue de provoquer des changements durables. Les projets sont gérés sur place, afin de prendre des décisions rapides et efficaces. Les fonds de C.A.R.E. sont rigoureusement contrôlés par des comptables professionnels dans chaque pays.

Chaque projet est élaboré par une équipe regroupant des spécialistes techniques, le personnel du bureau national de C.A.R.E. et les personnes qui participent au projet. Une étude est menée pour s'assurer que toutes les activités du projet se basent sur les besoins et priorités de la population locale. Puis, des évaluations sont conduites pendant et après la mise en œuvre des projets afin d'assurer leur bon déroulement et vérifier leur impact. C.A.R.E. procède elle-même à ces vérifications. Les cibles les plus suivies sont l'accès à l'éducation, la lutte contre le Sida, l'accès à l'eau potable,

³² Parmi les avantages réservés aux membres du Cercle Entreprise, les entreprises perçoivent des invitations prioritaires aux manifestations événementielles organisées par C.A.R.E., une licence d'utilisation du logo C.A.R.E., l'organisation de visites sur le terrain, la communication du partenariat à l'ensemble du réseau C.A.R.E. International et la mention du nom de l'entreprise sur le rapport annuel des filiales de C.A.R.E.

l'environnement et les programmes de développement urbain. Il s'agit de renforcer les capacités d'autonomie, de créer des opportunités économiques, d'aider en situation d'urgence, de combattre toute discrimination et d'apporter sa contribution aux prises de décision stratégiques.

Il est souvent reproché à C.A.R.E. d'avoir un comportement proche de celui des entreprises. Le personnel n'est pas nécessairement militant. Les informations ne sont pas toujours fournies avec clarté et le fonctionnement et le système de prise de décision ne sont pas toujours bien explicités. Les subventions d'origine gouvernementale sont relativement importantes (un bon tiers), ce qui, dans le cadre d'une organisation non gouvernementale professionnalisée, est sans doute une faiblesse au regard des demandes des autorités publiques. Les agents sur le terrain sont tous salariés et les salaires des dirigeants sont élevés. L'organisation de chaque filiale est semblable à celle d'une entreprise, tandis que la structure au niveau international reste floue. Il est délicat de mesurer l'influence et le rôle de chacun des membres de C.A.R.E.

L'action de CARE reste très importante. Elle est présente dans 69 pays, elle développe 1017 programmes en cours, elle utilise 16 000 collaborateurs (dont 95 % sur le terrain), elle dispose d'un budget annuel en 2008 de 700 millions d'euros, plus de 2 millions de personnes lui accordent des dons et près de 66 millions de personnes ont bénéficié de ses projets en 2007. L'influence médiatique qu'exerce C.A.R.E. est mondiale. Au travers des événements organisés ou par les articles de presse publiés sur elle, cette ONG est planétairement connue pour sa lutte contre la pauvreté. Son action, qui est très proche de celle d'OXFAM, avec des objectifs similaires, est intéressante et offre une solution partielle, mais non négligeable, à la souffrance humaine.

Le secours populaire français

9/11 rue Froissart
75140 Paris Cedex 03
Tél. : 01 44 78 21 00
Fax : 01 42 74 71 01

<http://www.secourspopulaire.fr/>

Le Secours Populaire, fondé en novembre 1945, a été agréé association d'éducation populaire en 1983, Grande cause nationale en 1991, association complémentaire de l'Enseignement public en 2000 et labellisé "Campagne d'intérêt général", label attribué à la campagne contre les violences conjugales en 2004. Sa vocation de départ est de pratiquer une solidarité populaire agissant sur les conséquences des drames vécus par des personnes, individuellement ou collectivement, sans se prononcer sur les causes de ceux-ci. Il a pour objectif de soutenir dans l'esprit de la déclaration universelle des Droits de l'Homme, au plan matériel, sanitaire, médical, moral et juridique, les personnes et leurs familles victimes de l'arbitraire, de l'injustice sociale, des calamités naturelles, de la misère, de la faim, du sous-développement, des conflits armés. Il propose alors de rassembler des personnes de bonne volonté, quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses, pour développer une solidarité d'action pour défendre ces principes, par la mise en œuvre d'une structure permanente et la création de comités locaux et de fédérations départementales.

Organisation

Le Secours Populaire Français est une association loi 1901. Il représente aujourd'hui une union de :

- 98 fédérations dans tous les départements, mais aussi à l'EDF-GDF et dans le secteur du Livre,
- 659 comités locaux,
- 4.000 antennes,
- 1.232 permanences d'accueil,
- 21 conseils de région,
- 86.610 animateurs collecteurs bénévoles,
- 16 centrales de collectages réparties sur toute la France,
- un million d'adhérents et
- Plus de 50.000 collectivités publiques soutiennent son action.
- 6.635 professionnels de santé, regroupés au sein des Médecins du SPF,
- 5.000 enfants de 6 à 12 ans sont regroupés dans des clubs *Copain du monde* :
- 1.400.000 personnes ont été aidées par les actions des permanences d'accueil et de solidarité,

- environ 140 000 000 de repas ont été distribués en 2005-2006 ;
- 150 projets de solidarité ont été menés dans 45 pays.

Le Budget annuel du Secours populaire français en 2006 était d'environ 60 millions d'euros, la valorisation de la solidarité matérielle et du bénévolat représentait environ 200 millions d'euros, 127 millions d'euros de solidarité matérielle collectée, 83 millions d'euros d'heures de bénévolat. Les fonds proviennent pour 62 % des dons, pour 26 % des subventions et autres concours publics et pour le reste des ressources inutilisées lors des campagnes ou des abonnements. Les dépenses sont réparties à 62 % pour les missions de solidarité en France et dans le monde, à 12 % en traitement des dons et frais de communication, à 10 % en frais de fonctionnement (ce qui semble important, mais il ne faut pas oublier le travail des bénévoles qu'il faut bien encadrer) et le reste de sommes reçues au titre des missions et non encore dépensées.

Le SPF est partenaire avec diverses entreprises comme la SNCF, Tourista, Safran, JC Decaux pour ne citer que les plus importants et des fondations comme VEOLIA, AREVA ou Suez.

Le Secours populaire français possède plusieurs moyens de communication, le Mensuel de la solidarité « *Convergence* » (tiré à 325.000 exemplaires), le Magazine du mouvement d'enfants *Copain du monde* (trimestriel)

Missions

Les champs d'intervention et d'action du Secours Populaire s'expriment dans le domaine médical, le social, le sanitaire et le juridique. En France, les actions menées principalement sont la collecte alimentaire ou l'aide à l'insertion. Ces actions sont menées depuis la création de l'association. Les militants se doivent d'intervenir eux-mêmes dans les actions, plutôt que de se limiter à un financement sec. Il s'agit de :

- Accorder la priorité à l'aide matérielle, au bénéfice des plus défavorisés en France et dans le monde ;
- Utiliser, pour ses activités sanitaires et médicales, les compétences des professionnels de la santé ("les Médecins du Secours populaire français") ;
- S'exprimer par tous les moyens, notamment conférences, réunions ou publications, auprès des médias, des pouvoirs publics et des organismes sociaux ;
- Fonder, gérer, diriger ou parrainer des œuvres de natures diverses (centres de vacances, clubs et foyers de personnes âgées...).
- En France il a mis en place des collectes et tris de médicaments, des campagnes d'éducation et de prévention du Sida et des autres fléaux sanitaires auprès des personnes défavorisées.

Les actions que le Secours Populaire mène à l'étranger portent sur le développement de l'activité locale (la pêche au Sénégal et en Thaïlande, le tourisme en Roumanie) ou la création de centres médicaux ou d'écoles (Roumanie, en Iran ou en Tunisie). Elles sont restées conformes aux objectifs initiaux, mais elles se sont diversifiées (avec une formation d'école de conduite automobile pour les femmes au Bangladesh ou la culture des

haricots à Cuba). Un des résultats des missions est la création des médecins du secours populaire en 1980 qui a, depuis cette date, mis en place un programme de prévention du Sida à l'Hôpital St Paul de Hanoï au Vietnam, de dépistage du Sida au Togo, de lutte contre le paludisme au Burkina Faso, de construction d'une maternité au Mali, d'un centre de santé à Antananarivo... SPF a obtenu 13,8 millions d'euros pour aider les sinistrés du tsunami de 2004. La liste des pays où elle intervenait en 2005 est la suivante (la liste du site du SPF est moins importante que sur d'autres sites parlant de l'ONG) : Afrique (Algérie, Maroc, Tunisie, Madagascar, Burkina Faso, Congo, Mauritanie, Rwanda, Sénégal, Togo), Amérique (El Salvador, Nicaragua, Argentine, Pérou, Uruguay, Cuba), Europe (France, Bulgarie, Kosovo, Roumanie, Russie), Extrême Orient (Chine, Indonésie, Thaïlande, Viêt-Nam), Moyen et Proche Orient (Bangladesh, Inde, Iran, Pakistan, Sri Lanka, Israël, Irak, Palestine).

Le Secours Populaire Français est très populaire. Son action sociale est incontestable et la part militante de son action intéressante. Il lui a longtemps été reproché sa proximité avec le Parti Communiste et la CGT. Cependant, cette considération politique n'est pas pour autant un discrédit. Cette solidarité revendiquée est exercée avec courage et elle ne peut pas être plus contestée que les organisations qui se prévalent de Dieu et d'une organisation religieuse.

GROUPE SOS

379, avenue du Président Wilson
93210 La Plaine-Saint-Denis
France

Téléphone : 01 55 87 55 55
Fax : 01 55 87 55 70

Site Internet : www.groupe-sos.org

Groupe SOS a été créé en 1984 en vue de rassembler quelques associations connues pour leurs actions auprès de publics en difficulté, et créer un Groupement d'Intérêt Economique afin de mutualiser les dépenses et les outils de recherche et développement et financer de nouveaux projets solidaires dans la lutte contre les exclusions. Groupe SOS édicte des principes en termes d'éthique, de déontologie, de fonctionnement et de transparence financière. Les pouvoirs publics l'ont sollicité à plusieurs reprises pour reprendre la gestion d'associations en difficulté ou sur le point de disparaître, permettant ainsi le maintien des emplois salariés et des services rendus aux usagers.

Organisation

Juridiquement, il s'agit d'un groupe d'économie sociale et solidaire constitué de plusieurs associations :

- Trois associations fondatrices : SOS drogue international (aide et soins aux usagers de drogue), SOS habitat et soins (accès au soin et à l'habitat des personnes en situation sanitaire et/ou sociale très difficile), SOS insertion et alternatives (restitution de la fécondité sociale des individus).
- Six associations de personnes morales qui ont pour objectif l'aide aux personnes malades, la protection de l'enfance, l'accompagnement d'adultes en difficulté sociale, la formation pour adultes, l'accueil de la petite enfance, le conseil et expertise en développement durable. Elle comprend aussi un service de location de voitures haut de gamme avec chauffeurs, l'organisation d'événements professionnels, le développement de filières d'importation et de vente de mobilier, les objets de décoration et objets d'arts issus du commerce équitable et du commerce éthique, une activité de presse, édition et création graphique et un espace dédié à l'événementiel et à la restauration
- Trois entités viennent appuyer l'action des associations membres du Groupe SOS. Il s'agit d'entreprises d'insertion constituées en sociétés commerciales (AlternA), d'union d'économie sociale (Alliance Immobilière), de groupement d'intérêt économique (Alliance Gestion).

Les entreprises d'insertion du Groupe AlternA sont constituées en sociétés commerciales, forme juridique recommandée par les directions départementales du Travail et de la Formations Professionnelle en charge de l'agrément de ce type d'entreprises. Elles sont regroupées au sein de la

holding «Groupe Alterna Développement» (GAD). L'actionnariat du GAD est composé uniquement des associations du Groupe SOS, l'enrichissement des personnes physiques étant ainsi exclu. En outre, ces associations ont renoncé, en qualité d'actionnaires, à percevoir les dividendes auxquelles elles pourraient prétendre, l'ensemble des bénéfices étant ainsi consacré au développement de nouveaux projets créateurs d'emplois. Elles développent un pôle de développement durable, elle dispose d'experts en projets de développement durable

Deux organisations transversales, filiales des associations du Groupe SOS, viennent appuyer l'action des associations membres du Groupe SOS. Elles exercent un rôle de conseil et de contrôle dans différents domaines de compétences (gestion, ressources humaines, juridiques, techniques et partenariats).

Le Groupe SOS se définit comme une organisation privée de l'économie sociale. Pour répondre à ces enjeux, le Groupe SOS a fait le choix de la mutualisation des moyens dans la lutte contre les exclusions.

Aujourd'hui, le Groupe comprend plus de 100 millions d'euros de budget. Les fonds proviennent de l'Etat (22 %), des collectivités locales (35 %), de la CPAM/CAF (25 %), et des fonds privés (18 %) répartis dans l'éducation, la formation, la protection de l'enfance et de la petite enfance (50 %), la santé et la précarité (20 %), les dépendances et toxicomanies (20 %), le logement très social (7 %) et l'insertion économique (4,5%). Le Groupe comprend près de 2000 collaborateurs, des capacités d'accueils de ménages en difficulté de 1000 unités en hébergement individualisé, en urgence de 330 places, en structure d'hébergement avec soins de 400 places, de mineurs en hébergement de 650 places. 6000 entretiens anonymes et gratuits réalisés en soutien aux parents de jeunes toxicomanes, à l'aide à l'orientation des jeunes en difficulté ou pour la prévention aux pathologies VIH. Plus de 100 personnes sont salariées en contrat d'insertion, 400 emplois ont été créés pour les personnes en difficulté et il y a eu 350 aides à la création d'entreprises. Une attention particulière est consacrée aux conditions d'hygiène, de confort, d'intimité et d'esthétique des locaux. L'association rejette toute vision misérabiliste de l'action sociale. Il est défendu l'égalité des droits, la laïcité et l'indépendance et la fécondité sociale. Les rapports sociaux ne doivent pas être conditionnés par le profit individuel.

Fonctions et activités

Ses deux principales fonctions sont :

-être un prestataire de services capable de répondre efficacement à des attentes sociales, ce qui se concrétise notamment par le fait de répondre à des appels d'offres publics.

-être une force d'innovation et de propositions auprès des pouvoirs publics pour faire évoluer les politiques publiques et susciter des réponses à des besoins sociaux pas encore satisfaits.

Composé d'associations et d'entreprises qui emploient près de 2000 collaborateurs (moitié hommes, moitié femmes) et dispose de 130 établissements d'accueil, de soins, d'hébergement, d'insertion, d'éducation et de formation professionnelle, Groupe SOS se présente comme un modèle économique alternatif avec la lutte contre les exclusions pour objectif principal. Cette organisation se propose de bâtir une organisation solide,

capable de développer des activités sociales ou commerciales sans recourir à une logique de rentabilité du capital. Elle se concentre sur la qualité et l'efficacité de ses pratiques, notamment de solidarité avec les populations les plus vulnérables, en pratiquant l'insertion et le commerce équitable. Elle se veut à la fois responsable, solidaire et équitable. Elle promeut une économie sociale qu'elle juge capable de se rivaliser avec le secteur capitaliste sur le plan de la performance économique.

Pourtant, l'association a connu des difficultés économiques non négligeables, avec la mise en œuvre d'un plan de redressement. Aujourd'hui, l'association est intégrée dans le périmètre bancaire du Groupe, ce qui permet des facilités de trésorerie et la réduction des charges financières. La gestion de la trésorerie est mutualisée au sein de la direction finance du GIE Alliance Gestion. Les mécanismes de solidarité entre les Associations du groupe peuvent alors jouer à plein.

Le Groupe SOS s'est doté en 1996, d'un Groupement d'Intérêt Economique, structure de support, de conseil et de contrôle. Ce GIE a permis de mutualiser et de consolider les moyens de gestion de l'ensemble des associations du Groupe. Cette organisation favorise le recrutement de personnes expertes et particulièrement qualifiées dans chacun de leur domaine de compétence. Lorsqu'une association est reprise par le Groupe, sauf cas exceptionnels, la structure dépendra d'un point de vue juridique du Groupe SOS. En revanche, chaque établissement connaît une réelle autonomie dans la mise en œuvre de son projet d'établissement et peut contribuer à la réflexion collective du Groupe SOS, à condition qu'il soit conforme aux valeurs du groupe. Une association reprise conserve son histoire, sa culture et son identité.

Groupe SOS est un prestataire de services répondant aux attentes sociales et est une force de propositions auprès des pouvoirs publics pour faire évoluer les politiques publiques et susciter des réponses à des besoins sociaux pas encore satisfaits. L'organisation peut donc se révéler être un atout pour attirer plus de fonds.

Les résultats de Groupe SOS sont valorisés par les partenariats (par exemple France Télécom) et par les contrôles publics. « L'activité et le service rendu aux publics concernés sont incontestables. » (Contrôle de l'Inspection générale des Finances et de l'Inspection générale des Affaires sociales, 2001). « Son expansion a été encouragée par les pouvoirs publics qui l'ont d'ailleurs sollicitée à plusieurs reprises pour reprendre la gestion d'associations en difficulté ou en voie de disparition ou pour mettre en œuvre des expérimentations. »

(Rapport de la Cour des Comptes 1998). La certification des comptes est faite chaque année, ce qui permet de mettre en confiance les partenaires, notamment du secteur public.

Cependant, les comptes sont difficilement accessibles, même si Groupe SOS revendique la transparence. En outre, cette association n'est pas particulièrement connue dans le milieu associatif. Le groupe cherche d'abord à informer ces financeurs. Il n'a pas une communication très poussée du fait que la plupart de ses fonds sont publics. Ce qui pose la question de sa réelle indépendance. Cependant, l'association a une bonne image avec les partenaires qui travaillent avec elle, ce qui témoigne du sérieux de son organisation et de sa gestion.

L'Enfant Bleu - Enfance Maltraîtée

397^{ter} rue de Vaugirard, 75015 PARIS

Tel : 01 56 56 62 62

www.enfantbleu.org

enfantbleu@enfantbleu.org

Le nom donné à l'association évoque les bleus à l'âme, mais surtout le bleu de l'espoir que l'association apporte aux enfants victimes de maltraitance, et aux adultes ayant vécu la maltraitance dans leur enfance. L'enfant bleu, enfance maltraîtée est une association Loi 1901 fondée en 1989 par Lorène Russell, elle-même victime de maltraitance dans son enfance. L'association comprend une quarantaine de bénévoles (médecins, psychologues, juristes, avocats, enseignants, consultants, professionnels de la communication, de la gestion, mères de familles, retraités) qui prennent une part très active au travail de terrain et au développement de l'association à Paris. Il existe 7 associations partenaires sur tout le territoire français

Le rôle de l'Enfant Bleu-Enfance Maltraîtée consiste en la prise en charge thérapeutique et juridique, dans l'urgence et dans le long terme, des enfants victimes de maltraitements physiques, psychologiques, ou de sévices sexuels, quel que soit leur âge. L'association a pour objectif d'apporter une aide immédiate à la victime (enfant ou adulte ayant été maltraîné), de l'aider à surmonter sa souffrance et à trouver un mieux-être. Quel que soit le domaine dans lequel elle intervient, l'association place la victime au centre de ses préoccupations. Les psychologues organisent le suivi psychologique des victimes aussi longtemps que cela est nécessaire. Les membres de l'association effectuent une évaluation psychologique avant d'entreprendre un suivi thérapeutique et rencontre l'entourage de l'enfant afin d'apprécier ses capacités de protection et de soutien. L'aide psychologique peut prendre différentes formes : thérapie individuelle, médiation thérapeutique (le cheval, le dauphin), ateliers de médiation ou de jeu de scène, groupes de paroles pour les adultes femmes ayant été victimes de maltraitance dans leur enfance.

Les victimes de maltraitance et leur famille sont souvent désorientées face à la complexité des procédures judiciaires. Il est alors essentiel de les informer, de les conseiller ou encore de les orienter. Lors du premier contact, un bilan juridique de la situation est effectué. L'association effectue également le suivi et le renseignement sur le déroulement des procédures pour les victimes. Elle peut aussi se constituer partie civile et ainsi intervenir lors du procès pénal aux cotés de l'enfant et de sa famille.

La prévention a plusieurs objectifs, notamment la connaissance des dangers possibles, la mise en place d'actions donnant aux enfants les moyens de se protéger, la mise en place d'actions, auprès des professionnels, en vue de les informer sur la question de la protection des enfants. Les actions de prévention sont réalisées au sein des établissements (écoles maternelles et primaires, collèges, lycées) qui sollicitent l'association pour former leur équipe et apporter aux enfants des éléments nécessaires à leur protection. L'association développe ainsi des actions de formation en milieu scolaire et auprès des professionnels de l'enfance notamment dans le cadre de la formation continue organisée par le Rectorat de Créteil. L'objectif est de leur faire prendre conscience de la réalité de la maltraitance, qu'ils puissent détecter des

situations de maltraitance, aider et orienter les victimes, coordonner leur travail avec les autres professionnels de l'enfance pour plus d'efficacité.

Le service juridique de l'association œuvre également pour une meilleure prise en charge judiciaire des situations de maltraitance à enfants. Il a présenté au Ministère de la Justice en novembre 2001, une vingtaine de propositions visant à renforcer la protection des victimes, la prévention des agressions, la répression des infractions et l'amélioration du traitement judiciaire. Plusieurs d'entre elles font aujourd'hui partie du système législatif français, comme l'allongement des délais de prescription de l'action publique, la création du fichier des délinquants sexuels et leur contrôle par les services de police ou de gendarmerie après leur condamnation, l'extension du fichier national des empreintes génétiques, l'amélioration des conditions posées à la constitution de partie civile des associations de protection de l'enfance et les dispositions touchant au secret professionnel. L'association poursuit également son combat pour la reconnaissance de la notion de "crime contre l'Enfance", ce qui permettrait à la fois d'établir l'imprescriptibilité des crimes et délits commis sur des enfants et de reconnaître pleinement la valeur de la parole de l'enfant.

L'association est dirigée par un conseil d'administration de dix membres, tous bénévoles, qui oriente et entérine les décisions collectives. Elle emploie trois permanents, un juriste³³, un psychologue³⁴ et une coordinatrice administrative. Elle est reliée par une convention avec les associations partenaires en province, aux statuts identiques, avec leur propre conseil d'administration, afin garantir l'éthique et les méthodes de prise en charge des enfants maltraités. En plus des contacts réguliers, des réunions semestrielles, auxquelles participe l'ensemble des associations partenaires, permettent de les informer de partager les expériences et de coordonner l'ensemble des actions.

Le budget nécessaire au fonctionnement de l'association provient des adhésions, de dons de particuliers, de mécénats d'entreprises (Deutsche Bank, The Boston Consulting Group, Angie), de dons de fondations d'entreprise (Fondation Groupama, Fondation Radio Bleue), de subventions publiques (Conseil Général d'Ile de France, Ministère de la Jeunesse et des Sports, Ministère des Affaires Sociales), de clubs services (Lions Club). Enfin, l'Association a été élue Action Nationale 1998/2000,

Cette association est d'une grande utilité pour les victimes. Son action est aussi discrète qu'efficace.

³³Il a pour fonction d'orienter et conseiller sur un plan juridique les victimes, leur famille ou toute autre personne souhaitant entreprendre une démarche de protection d'un enfant, d'étudier les pièces juridiques composant un dossier afin de faire le bilan des procédures judiciaires et, si nécessaire, d'envisager une nouvelle démarche, avec pour objectif d'assurer et respecter l'intérêt de l'enfant, de préparer et participer à l'animation des commissions juridiques.

³⁴ Il a pour responsabilité l'expertise psychologique dans la condition et la gestion des dossiers liés à la maltraitance d'enfants, l'évaluation psychologique, la prise en charge thérapeutique d'enfants victimes (dans l'urgence et dans le long terme), et d'adultes ayant été victimes de maltraitance dans leur enfance, le conseil, l'assistance et le soutien des parents protecteurs, les actions de sensibilisation auprès des enfants et des actions de formation auprès des professionnels de l'enfance.

La Chaîne de l'Espoir

96 rue Didot
75014 Paris
Tél. 01 44 12 66 66
Fax. 01 4412 66 67

<http://www.chainedelespoir.org/>

Fondée en 1988, La Chaîne de l'Espoir est une organisation non gouvernementale qui se donne pour objectif de soigner les enfants malades. Il s'agit alors d'opérer en France les enfants qui ne peuvent l'être dans leur pays, leur apporter des soins dans leur pays, participer à la formation des équipes dans ces pays, construire des hôpitaux, permettre à des enfants pauvres d'aller à l'école. L'Association se propose de soutenir la scolarité des enfants opérés, éduquer les enfants des rues, agir autour de l'école en apportant des livres, des moustiquaires, des repas à la cantine et en créant des potagers. Le réseau international est implanté en Belgique, au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, au Liban, en Israël, au Brésil, en Iran, en Colombie et au Portugal. Elle intervient principalement dans des pays d'accès difficiles, notamment en Afghanistan, au Mozambique et au Cambodge, mais aussi au Sénégal.

Organisation, budget et missions

La Chaîne de l'Espoir a une structure correspondant à celle des Associations françaises de la loi de 1901. Le Conseil d'administration témoigne de l'orientation « médicale » prise par cette ONG. Sur 23 membres, 20 sont issus du milieu médical. Les membres fondateurs en 1988, aux côtés du professeur Alain Deloche, sont essentiellement des spécialistes du corps médical. Les autres membres appartiennent souvent aux métiers de la communication (comme Marc Tessier, ancien Président de France Télévision) ou de chefs d'entreprise. La Chaîne de l'Espoir accorde une place particulière aux donateurs et aux parrains qui sont remerciés à chaque fois que l'ONG communique sur ses actions et aux ambassadeurs de l'association (comme Mireille Darc, Muriel Robin, Sandrine Kiberlain, ou Annie Degroote).

L'activité au quotidien est assurée par une équipe composée de 21 salariés et de bénévoles permanents, pour un budget de plus de 7 millions d'euros en 2007. À cette équipe, l'association a bénéficié de l'appui de 150 bénévoles spécialisés, en France et à l'étranger, dans les domaines des soins, de la logistique, de la finance, de la communication, du marketing, des achats ou de la construction. Elle a

bénéficié, depuis son origine, de l'aide de plus de 200.000 donateurs. Il faut noter la faible part consacrée au fonctionnement de La Chaîne de l'Espoir, de l'ordre de 5 % des dépenses totales (Tableau n°38). Les dépenses les plus importantes concernent les soins (durée d'hospitalisation, interventions des médecins, médicaments et le transport) apportés aux enfants malades.

Tableau n°38 - Budget 2007 (plus de 7 millions d'euros). Pourcentage des types de ressources et de dépenses.

Ressources	%	Dépenses	%
Dons individuels	49	Soins des enfants	52
Dons partenaires	31	Parrainage	16
Dons des parrains	14	Développement	25
Subventions publiques	4	Fonctionnement	5
Autres	2	Autres	2

Pendant les deux décennies de fonctionnement de l'ONG, 9000 enfants ont été opérés (dont 20 % en France, le reste dans leurs pays d'origine), 20.000 parrainages ont été organisés en Thaïlande, au Togo ou au Cambodge. Il a été ouvert quatre hôpitaux en Mozambique, au Cambodge, en Afghanistan et au Sénégal. Il y a eu 300 missions chirurgicales à l'étranger, 30 pays partenaires en Asie, en Afrique, en Amérique du Sud et en Europe centrale, 300 familles d'accueil, 150 partenaires financiers (chiffre en croissance régulière, ce qui accroît sa légitimité dans le monde de l'humanitaire).

La Chaîne de l'Espoir est membre de la Charte de Déontologie des organisations sociales et humanitaires faisant appel à la générosité du public. Elle montre un engagement permanent pour la transparence des actions quelle mène. Toutes les opérations sont décrites dans un compte-rendu, régulièrement mis à jour, qui relate l'importance de l'opération et de l'aide apportée par l'Association elle-même. Elle met clairement en évidence le bilan de ses interventions, avec un chiffrage précis destiné à montrer le sérieux de la gestion des fonds apportés par les donateurs ou partenaires. Elle est toujours en situation de fournir des statistiques fiables sur le nombre de parrainages, d'enfants opérés ou de structures médicales construites³⁵. Ce soin d'information témoigne du suivi qui est porté sur chaque mission. Elle

³⁵ Quelques exemples peuvent être mentionnés notamment l'aide apportée pour les victimes de Tsunami en 2004 (cf le site Internet : <http://asiedusud.fdf.org>), « L'association la Chaîne de l'Espoir effectue la réhabilitation et fournit l'équipement de 13 écoles dans la région de Matara, au Sri Lanka »; ou encore sur le projet 2007, initié en 2002 au Togo décrit comme suit sur la page web <http://www.unosel.com/chaine-espoir-unosel.html>, « En 2007 : Le deuxième volet du projet « bibliothèques » concerne l'école d'Adjalle, où sont parrainés actuellement 230 enfants. Cette école est également située au Nord de Lomé et accueille 750 élèves ». Ces chiffres illustrent également l'importante activité de la Chaîne de l'Espoir, ses résultats quantifiables.

présente ses actions en lien avec les objectifs de départ, afin de justifier son engagement et son besoin de transparence.

Analyse

Comment est perçue cette organisation non gouvernementale ? Que peut-on dire de son action ?

D'abord, La Chaîne de l'Espoir a élargi ses objectifs de départ, qui étaient d'opérer des enfants en France au plus vite et, dans ce dessein, de valoriser et de réaliser des parrainages. Au fil du temps, l'ONG a accepté des missions consistant à pratiquer des interventions chirurgicales sur place, à construire des hôpitaux, à former des équipes médicales locales performantes. Le volet éducatif a été également développé au fur et à mesure par de nouvelles actions à contenu pédagogique comme la construction et la gestion de bibliothèques spécialisées. Ainsi, les programmes se sont multipliés et diversifiés en vue de répondre plus efficacement aux objectifs de départ et d'en atteindre de nouveaux. En effet, avec la volonté de former, de bâtir des structures hospitalières et éducatives dans les zones d'intervention, la Chaîne de l'Espoir vise désormais l'autonomie relative des pays en difficulté dans le domaine médical, avec un engagement à long terme avec les partenaires locaux. L'association est donc passée d'une situation d'assistantat de type « humanitaire d'urgence » à une aide plus « durable », moins tournée vers l'urgence.

Ensuite, l'organisation non gouvernementale valorise, sans doute à l'excès, son besoin de transparence. La volonté de justification permanente semble parfois « trop défensive » et ne conduit pas à la flexibilité des opérations. Cependant, les partenaires peuvent percevoir la logique qui prévaut entre l'objectif et l'action de l'association. Les actions et leurs suivis sont généralement en adéquation avec les valeurs défendues. Les instances de contrôle de l'ONG renforcent cette logique car aucune ambiguïté dans la gestion ne semble devoir être tolérée. On peut prendre à titre d'exemple l'instruction réalisée par la Cour des Comptes sur 32 ONG pour la vérification des utilisations des dons versés à ces associations lors du Tsunami. Il s'est avéré que la Chaîne de l'Espoir faisait partie des 15 ONG n'ayant reçu aucune réserve, ni réclamations. Cette évaluation met en évidence le sérieux de la gestion de l'association.

Enfin, la communication de la Chaîne de l'Espoir a beaucoup évolué vers la mise en œuvre d'une véritable stratégie. L'association cherche à intéresser les médias à son action. En 2001, de nombreux artistes se sont mobilisés pour organiser un spectacle et un album. Pendant le tournoi de Roland Garros en 2006, les meilleurs joueurs de tennis du monde ont offert une de leurs raquettes en vue d'une vente aux enchères dont le produit est revenu intégralement aux projets de l'association. Elle bénéficie également de relais de communication à forte influence, avec les membres des médias qui appartiennent à son Conseil d'administration. Tous ces moyens contribuent à améliorer la notoriété de l'ONG, en France notamment. La Chaîne de l'Espoir mène une stratégie marketing qui s'apparente à celle des entreprises privées. La mise en vente de produits dérivés fait également

partie de cette démarche. Cette volonté de « bonne gestion » peut aussi s'expliquer par la volonté de rester indépendant financièrement des pouvoirs publics et donc de développer des partenariats pour pérenniser l'autonomie. Le parallèle avec une entreprise privée est cohérent, même si le caractère « humanitaire » des opérations engagées n'est pas discutable sur le fond.

Il y a quelques similitudes de fonctionnement entre la Chaîne de l'Espoir et Médecins du Monde. D'abord, leur conseil d'administration est composé très majoritairement de professionnels de la santé. Ensuite, les deux ONG fonctionnent avec des bénévoles mais surtout avec de nombreux volontaires. Deux termes qu'il convient d'ailleurs de distinguer pour expliquer les différents niveaux d'implication des acteurs dans les ONG. Les volontaires sont des hommes de terrain qui regroupent les médecins alors que les bénévoles désignent des individus qui donnent quelques heures de leur temps à l'association. Le degré d'engagement n'est pas le même et que ce soit à Médecins du Monde ou à la Chaîne de l'Espoir, les volontaires occupent une place prépondérante, irremplaçable. Enfin, au niveau des ressources, l'indépendance financière à l'égard de l'Etat est recherchée. Le mécénat et les dons individuels constituent les principales entrées d'argent.

La Chaîne de l'Espoir a parfois la réputation d'être trop engagée dans le monde médical et de définir une philosophie « bobo » ou « tape-à-l'œil » qui est contestable. Cependant, sans juger sur la forme de tels jugements, il faut insister que, d'un point de vue pragmatique, elle accomplit une action humanitaire d'importance, avec un professionnalisme rarement démenti.

Enfants du Mékong

5, rue de la Comète

92600 Asnières

France

Tél. : 01 47 91 00 84

Fax : 01 47 33 40 44

Site web : www.enfantsdumekong.com

Filiale en Belgique:

Enfants du Mékong ASBL

Avenue L. Tombu, 12

1200 Bruxelles

Tél/Fax: +32 (0)2 771 39 05

Enfants du Mékong est une association caritative française fondée en 1958 au Laos. Sensibilisé par la grande pauvreté de ce pays, son fondateur, René Péchard, s'attache, dans un premier temps, à créer des orphelinats pour enfants défavorisés. De retour en France, il se penche alors sur la condition des "boat-people" et décide de diriger son action vers ces familles d'exilés afin de les aider à se recomposer et à se loger dans des foyers conçus à cet égard. Les années 80 marquent aussi la naissance de la vocation actuelle de l'association, la scolarisation des enfants d'Asie du Sud en vue d'éloigner les enfants pauvres des rues et d'améliorer leurs conditions de vie. Bien que son environnement de travail soit marqué par une dominante catholique, Enfants du Mékong n'est pas une association religieuse. Il dispose aujourd'hui d'une filiale en Belgique (1984). Son fonctionnement répond à celui d'une association et ses actions sont assez clairement définies.

Fonctionnement

C'est une association de bienfaisance régie par la loi de 1901, habilitée à recevoir des dons et des legs. Elle dispose d'un budget important, de l'ordre de 9 millions d'euros en 2007, dont 94 % en provenance de fonds privés. L'association « Enfants du Mékong » ne crée pas de projets, mais elle donne les moyens aux fondateurs locaux de les réaliser. Elle s'appuie sur les

volontés locales des pays qu'elle couvrent pour réaliser des projets de développement (écoles, aide médicale, puits) et des programmes de parrainage individuel d'enfant. De 1977 à 1997, avec l'action « Un ami pour vivre », Enfants du Mékong a parrainé près de 20.000 réfugiés laotiens, cambodgiens et des boat people vietnamiens dans les camps de Thaïlande. Pour cette action, Enfants du Mékong a reçu en 1990 le Prix des Droits de l'Homme de la République française. Aujourd'hui, le Laos, le Cambodge, le Viêtnam, les Philippines et la Birmanie et la Thaïlande sont les six pays concernés par son action. L'association s'est engagée dans le « Collectif Asie Enfants Isolés ».

L'ONG possède un Conseil d'administration, composé par 18 membres, avec un bureau de dix membres. L'Action Asie mobilise quatorze personnes, le Magazine et le site internet occupent deux personnes, la communication trois personnes, les Partenariats et les appels de fonds deux personnes. Enfin neuf personnes travaillent dans les foyers d'Asnières et Rungis. Il y a donc au total 30 permanents, plus de 500 bénévoles et une trentaine de bénévoles français partent chaque année en mission. L'ONG est très transparente puisqu'elle présente ses finances sur son site Internet. Elle affiche son bilan ainsi que son compte de résultats pour 2007. Elle reçoit 92 % de ses ressources par les parrainages et les dons privés, 2 % de subvention, 1 % de ventes, 1% de legs et le reste en autres produits³⁶. L'action Asie Parrainage utilise 60 % des fonds, l'Action Asie Programmes de Développement 20 %, l'action France 8 %, le coût de l'appel à la générosité du public 6 % et les frais de fonctionnement 6 %. Cette répartition semble satisfaisante au regard des pratiques généralement appliquées dans les ONG aux objectifs non lucratifs bien respectés.

La collaboration avec d'autres organisations est aussi privilégiée. Le principal partenaire d'Enfants du Mékong est le Conseil général des Hauts-de-Seine qui prend notamment en charge une partie des salaires de l'équipe éducative du Foyer d'Anières par le truchement d'une convention et accorde une subvention exceptionnelle pour l'opération de notre Tour de France "Franchir l'Horizon". Des partenaires plus techniques fournissent des conseils, des services ou des matériels³⁷, certains participent à des projets précis³⁸, d'autres encore contribuent au parrainage ou à une aide matérielle³⁹. Enfants du Mékong travaille également en partenariat avec

³⁶ Source : www.enfantsdumekong.com).

³⁷ Les partenaires Accenture Technology Solution (ATS), Affaire de Création, Microsoft France, Avanade, Info-Project, IBM, La Fondation Accenture agissent à travers la mise à disposition de développeurs, conseils techniques pour le site Internet, matériels informatiques, réalisation gratuite du maquettage de la plaquette, offre de stages pour les étudiants, etc.

³⁸ D'autres participent au financement ou financent intégralement la construction d'un projet, d'une école, les mises aux normes de foyers, etc. : Cascades, Carrefour, Conseil régional d'Ile-de-France, Fondation Suez, Fondation Air France, La Fondation Véolia Environnement, Editis, Sanofi. Lafarge participe au financement des missions de volontaires Bambous

³⁹ La Grande Récré, Pierre Fabre SA ont contribué aux parrainages de familles et Toyota France, Danone, Talent people ont aidé ponctuellement Enfants du Mékong sous forme d'aide matérielle.

plusieurs associations : Eglises d'Asie (agence de presse), EDM Belgique (Enfants du Mékong de Belgique), Commerces éthiques (site rassemblant des projets commerciaux dont le but est le soutien de la scolarité d'enfants thaïlandais défavorisés), Urgence humanitaire Asie (association qui vient en aide aux Hmongs du Laos et des pays voisins), Little Bamboo (association qui soutient les enfants du port de Cebu aux Philippines), Amitiés Karen et Nakorn Sawan, deux associations d'aide aux Karens.

Champs d'intervention

Le principal objectif de cette ONG est de pourvoir aux besoins des enfants et de leur famille par une aide financière directe, le parrainage, et financer des constructions et des équipements d'écoles, qui sont à la base d'un développement durable. Quatre actions principales sont engagées par Enfants du Mékong : le programme de parrainage, les programmes de développement, l'action pour les jeunes Asiatiques d'Asnières et de Rungis et enfin le suivi des projets.

Les programmes de parrainage sont fondés sur l'aide financière mensuelle (24 euros par mois en 2008) d'un Parrain à un filleul afin d'aider celui-ci à aller à l'école et à se nourrir correctement. Par cette aide, il s'agit d'éviter l'enfer des rues, de la prostitution, du travail forcé, de la drogue aux enfants pauvres. Un échange régulier de courriers entre le parrain et le filleul est aussi mis en place. Etre parrainé, signifie être scolarisé mais aussi nourri, soigné et habillé. Avec l'aide financière accordée à un enfant parrainé, trois autres enfants peuvent en bénéficier. Le parrainage étudiant (39€/mois) permet à un jeune de poursuivre ses études.

Les programmes de développement financent des projets visant à améliorer les conditions de vie et de scolarisation des enfants. Les projets sont financés par les délégations (bénévoles qui organisent, des conférences, participent aux forums,...), les écoles, les donateurs particuliers ou les entreprises. Il s'agit de microprojets de construction d'écoles, de rénovation de classes, d'achat de matériel scolaire, mais aussi de l'achat de vélos pour permettre aux filleuls de se rendre à l'école, de la reconstruction de maisons détruites par les inondations ou autres intempéries ou même de l'achat de terres ou d'animaux. Financer la construction et l'équipement d'écoles est une nécessité car de nombreux bâtiments en bois sont dans un état de grande vétusté et les responsables locaux n'ont pas les moyens financiers.

Les Foyers pour jeunes Asiatiques à Asnières et Rungis ont été créés à l'origine pour accueillir les réfugiés asiatiques victimes la guerre. Aujourd'hui, l'ONG aide les enfants de réfugiés vivant dans des conditions précaires et menacés d'exclusion sociale ; ainsi que les réfugiés politiques et des étudiants venus de leur pays d'origine pour se former en France et repartir travailler dans leur pays. Actuellement 70 réfugiés asiatiques, âgés de 15 à 25 ans, reçoivent une formation scolaire et/ou professionnelle en vue de leur insertion en France ou de leur retour dans leur pays d'origine.

Le suivi des projets est essentiel. Les demandes locales sont étudiées et validées par une visite sur place. L'association s'appuie non seulement sur

des responsables locaux mais aussi sur une vingtaine de bénévoles français (les Bambous) chargés de vérifier la qualité des actions entreprises. Les Bambous, souvent des étudiants ou de jeunes professionnels chargés d'animer, de coordonner et de soutenir les actions des responsables locaux, donnent un an de leur vie au service des enfants pauvres d'Asie du Sud-est et d'Enfants du Mékong. Ils préparent un dossier de financement pour partir en mission, en vue d'alléger les frais de fonctionnement de l'Association. Ils assurent le lien entre les parrains et les filleuls, le bon acheminement des fonds et le suivi des programmes de parrainage. Quatre missions leur sont proposées, notamment la coordination des programmes de parrainage (travail avec les responsables locaux et rencontre avec les filleuls et leur famille pour rendre compte, au siège, de la bonne gestion des parrainages sur place), la coordination des projets de développement (gestion du cycle entier d'un projet destiné à améliorer l'environnement des enfants par la construction d'écoles ou de puits), une mission d'animation (avec quelques responsabilités pédagogiques) et de suivi des étudiants concernés. Les Bambous se mettent au service d'un projet.

En 2007, **Enfants du Mékong** a consacré 1,5 millions d'euros au financement de projets de développement durable, 60 000 enfants ont été soutenus, 22 000 enfants parrainés, 580 programmes de parrainage ont été développés. Cette ONG comprend de nombreux programmes intéressant un nombre important de filleuls (Tableau n°39).

Tableau n°39 – Nombre de programmes et de filleuls des Enfants du Mékong

Pays	Nombre de programmes	Nombre de filleuls
Laos	30	862
Vietnam	328	11 910
Cambodge	56	2 827
Thaïlande	76	2 627
Philippines	84	2 940
Birmanie	12	222
Chine	1	22

L'action de cette ONG est intéressante. Elle a un projet bien précis qu'elle suit avec obstination. Il s'agit d'une ONG sans problèmes internes particuliers, mais un peu dépendante d'une collectivité territoriale pour une partie de son action. Quant au parrainage, 22.000 personnes offrent un don mensuel, lui donnant ainsi un gage de confiance à long terme.

Aide et action

53 Boulevard de Charonne –
75545 PARIS Cedex 11
Tel : 01 55 25 70 00 - Fax : 01 55 25 70 29

info@aide-et-action.org

<http://www.aide-et-action.org>

En 1981, Pierre-Bernard Le Bas fonde Aide et Action (nom en référence à son parrain anglais ActionAid). C'est une association reconnue d'Utilité Publique, par décret en date du 1er août 2002, qui est également agréée par le Ministère de l'Education Nationale depuis 2006. Elle est membre du Comité de la Charte de déontologie des organisations sociales faisant appel à la générosité du public ; Aide et Action a reçu le Prix Cristal 1990 et 1995 pour la transparence de l'information financière décerné par la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes. Son organisation est conforme à ses statuts.

L'objet de l'association est d'aider les pays en développement à prendre en charge leur propre évolution. A cette fin, l'association accorde une nette priorité à l'enseignement dans ces pays, en particulier à l'enseignement primaire et à l'éducation de base de façon que les communautés acquièrent ainsi les bases indispensables leur permettant progressivement d'exercer cette prise en charge. La charte d'Aide et Action est « l'Education change le monde ». Elle agit pour un monde où la dignité est assurée pour toutes et tous, grâce à l'éducation, levier du développement humain. Cet engagement et ces actions sont fondés, avant tout, sur les valeurs de liberté, respect, solidarité, équité, intégrité. Dans ce cadre, elle s'engage à

- « agir pour le respect du droit à une éducation de qualité pour tous, particulièrement des enfants, avenir de l'humanité,
- sensibiliser, mobiliser et influencer pour que l'éducation soit un engagement mondial,
- accompagner les populations, maîtres d'œuvres de leurs projets éducatifs,
- promouvoir une éducation ouverte sur le monde, sa diversité et ses cultures,
- développer le principe de solidarité et d'échange entre les cultures grâce au lien du parrainage,
- garantir la transparence des actions et de l'utilisation des ressources »⁴⁰.

Dans ce cadre, Aide et action soutient d'abord la responsabilité des Etats dans leur droit

⁴⁰ http://www.aide-et-action.org/ewb_pages/i/identite.php

à définir et mettre en œuvre leurs politiques d'éducation nationale, notamment en défendant le droit des femmes. Elle combat ensuite le VIH/SIDA par une information adaptée. Elle agit enfin en période d'urgence car la reconstruction des systèmes éducatifs ne doit jamais attendre. L'association agit dans le monde entier, mais plus particulièrement en Afrique (Mali, Sénégal, Niger, Guinée, Bénin, Burkina Faso, Togo, Tanzanie, Malawi, Madagascar), en Asie (Inde, Sri Lanka, Laos, Vietnam, Cambodge, Chine, Myanmar), aux Caraïbes (Haïti, République dominicaine) et en France.

Cette ONG a mené des actions dans plus de 25 000 écoles, au profit de 5 millions d'enfants au moyen de 17 programmes répartis dans 20 pays (12 pays en Afrique, 5 en Asie, 2 dans les Caraïbes). Elle rassemble 62 000 marraines, parrains et donateurs réguliers (elle est la première ONG française faisant appel au parrainage) pour un budget d'environ 24 millions d'euros en 2007, 48 salariés en France, 574 salariés dans les pays d'intervention, un réseau national de 800 bénévoles, organisés en 66 antennes départementales. Les catégories de ressources pour 2007 sont représentés dans le Tableau n°40 et leurs emplois dans le Tableau n°41.

Tableau n°40 – Les catégories de ressources en 2007

Ressources	%
Parrainages	48
Legs, partenariats d'entreprises	18
Financements institutionnels	30
Abonnements	1
Autres produits	3

Tableau n°41 - Emploi des ressources en 2007 (24 millions d'euros)

Emploi des ressources	2006 en %	2007 en %
Missions sociales	85.4	81.5
Frais d'appel à la générosité du public	6.6	10.4
Frais d'information et de communication	2.3	2.4
Frais de gestion	5.7	5.8

Les ressources en provenance de la générosité publique sont en légère augmentation, au même titre que les financements institutionnels publics (qui ont augmenté de 20 % en un an). Par contre, le partenariat d'entreprise subit une légère baisse. Cette progression

démontre notre expérience grandissante dans la gestion et la mise en œuvre de telles conventions. La part des emplois de l'exercice consacrée aux missions sociales passe de 85.4% en 2006 à 81.5% en 2007. Cette baisse s'explique par l'investissement engagé pour la collecte de fonds (de 1,5 à 2,5 millions d'euros) dans un secteur de plus en plus concurrentiel et dans un contexte économique particulièrement difficile. Par contre, les frais d'information et de communication sont bas, au même titre que les frais de gestion (5,8 %) afin de maîtriser les frais de structures.

Malgré sa volonté d'être libre et autonome, le rapport à la politique est nécessaire car on ne peut bénéficier d'aides étatiques aussi importantes sans pour autant être tributaire de ces instances. Le rôle réel joué par les Etats est toujours difficile à cerner. Les aides financières des uns, les autorisations d'interventions des autres peuvent parfois laisser planer un doute sur les réels moyens déployés et les objectifs de certains gouvernements. Les financements institutionnels sont en augmentation (26.5% en 2006, 30% en 2007).

Conçue avec la société Tralalère et l'association Deci Dela, l'association Aide et Action a lancé le site www.citoyendedemain.net pour lier étroitement éducation et citoyenneté (28 novembre 2008), qui s'adresse à toutes les personnes, tous les citoyens. C'est un site interactif, un centre de ressources ludique de dialogue entre les parents, les enfants et les enseignants. C'est un lieu d'échange sur les notions de solidarité, d'ouverture au monde, de respect de la diversité et de responsabilité.

L'éducation est le centre d'intérêt principal. Aide et Action intervient notamment au Togo, après de terribles inondations meurtrières, pour faire face à une menace de crise alimentaire et à l'apparition de nouvelles maladies infectieuses développées par les points d'eau inondés et saumâtres. L'ONG se propose de réhabiliter les infrastructures et équipements scolaires et assurer la sécurité alimentaire des enfants pendant les cours. Elle intervient à concurrence de 19.000 euros obtenus par un appel à la générosité publique.

La communication utilisée par Aide et action est parfois ressentie comme infantilisante et réductrice et fait l'objet de critiques de la part d'intellectuels africains. Il n'en reste pas moins que l'utilité sociale de cette organisation non gouvernementale reste vive.

En Conclusion

De nombreuses organisations auraient pu être étudiées pour leur action dans la lutte contre la pauvreté (Tableau n°41), en faveur des droits de l'homme (Tableau n° 42) ou pour la défense de la démocratie (Tableau n°43).

Tableau n°41 - Présentation de quelques ONG de lutte contre la pauvreté

Organisations	Objet
AFRICARE africare@africare.org http://www.africare.org Estimation du financement : 400 millions de dollars	Améliorer la qualité de vie dans l'Afrique rurale par l'agriculture, l'environnement, les soins, la gouvernance démocratique, les projets de micro-entreprise, la promotion de l'éducation publique. Les soutiens proviennent des entreprises et donateurs privés, des gouvernements, des communautés religieuses, des fondations ou des institutions internationales.

<p>CRS (Catholic Relief Services) crs@catholicrelief.org http://www.catholicrelief.org</p> <p>Estimation de financement : 300 millions de dollars</p>	<p>Créée en 1943, elle assiste toute personne dans le besoin. Elle se propose de briser le cercle de la pauvreté. Elle intervient dans les opérations de maintien de la paix, de genre, de renforcement de la société civile, de justice sociale ou de prêts pour les petites entreprises. Elle agit dans près de 80 pays, dont Cuba, la Russie, l'Inde, mais pas la Chine.</p>
<p>The National Christian Foundation http://www.nationalchristian.com/</p> <p>430 millions de dollars (2006)</p>	<p>The National Christian Foundation est une association religieuse nationale sur le territoire américain. Elle se propose à la fois de soutenir les personnes démunies, mais aussi de valoriser la foi religieuse. Son caractère prosélyte ne peut être ignoré.</p>
<p>InterAction Webmaster@inteaction.org http://www.interaction.org</p> <p>Estimation de financement : 5 millions de dollars</p>	<p>C'est un regroupement de plusieurs petites associations travaillant dans une centaine de pays. Elle propose la coordination de l'aide aux pays en difficulté économique, une approche professionnelle du développement et le respect des valeurs éthiques. Elle intervient pour apporter une aide aux réfugiés et elle s'engage dans les choix de politiques de développement.</p>
<p>LWR (Lutheran Word Relief) lwr@lwr.org http://www.lwr.org</p> <p>Estimation de financement : 50 millions de dollars</p>	<p>Créée pour soutenir les luthériens allemands et scandinaves à la fin de la dernière guerre mondiale, cette ONG américaine participe aux opérations d'urgence. Ses financements sont recueillis auprès des structures luthériennes et des fidèles.</p>
<p>MCI (Mercy Corps International) info@mercy corps.org http://www.mercy corps.org</p> <p>Estimation de financement : 40 millions de dollars</p>	<p>Créée en 1977, cette organisation lutte contre la pauvreté, la souffrance et les oppressions. Elle est active dans 30 pays.</p>
<p>Save the Children cmaccorm@savechildren.org http://www.savethechildren.org</p> <p>Estimation de financement de 150 millions de dollars</p>	<p>Elle propose d'aider les personnes à réaliser leurs projets dans le domaine de l'autosuffisance, en relation avec la santé et l'éducation des enfants et des femmes. Elle est présente dans une quarantaine de pays.</p>
<p>World Vision worvis@wvi.org http://www.wvi.org</p> <p>Estimation de financement : 1 milliard de dollars</p>	<p>Créée en 1950 pour satisfaire les besoins des orphelins de la guerre de Corée, cette ONG se propose de satisfaire les besoins urgents des enfants, dans le cadre d'un partenariat avec les chrétiens. Elle défend la justice, elle promeut les soins et une bonne éducation, elle défend l'hygiène publique et la qualité de l'eau.</p>
<p>YMCA (Young Men's Christian Association) http://www.ymca.net/</p>	<p>Il s'agit d'une réponse adaptée aux besoins sociaux du moment. Le groupe se propose d'apporter une aide financière, un soutien éducatif</p>

Financement de 6 milliards de dollars, pour 20 millions d'adhérents.	dans le respect des valeurs familiales et de la recherche du bien-être.
Food for the Poor http://www.foodforthe poor.org/ Plus d'un milliard de dollars (2006)	Food for the Poor est une ONG créée en 1982. C'est la plus importante ONG spécifiquement américaine. Elle a des opérations dans 17 pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Elle fournit de la nourriture aux personnes démunies, mais elle participe aussi aux investissements d'infrastructures, d'habitations (50.000 en 25 ans), de santé, d'éducation et d'activités économiques (50.000 tracteurs distribués).
Children International (http://www2.children.org/). 117 millions de dollars (2006)	C'est une organisation non gouvernementale qui propose le parrainage des enfants dans le monde entier, en vue de leur fournir de la nourriture et une éducation adaptées.
AmeriCares (http://www.americares.org/). 82 millions de dollars (2006)	Elle propose une aide médicale et des fournitures de matériels médicaux. Elle soutient les individus et les collectivités dans la satisfaction de leurs besoins essentiels. L'ONG intervient dans une centaine de pays, surtout dans ceux qui sont les plus touchés par les maladies et la faim.
Volunteers of America http://www.voa.org/ 804 millions de dollars	C'est une association humanitaire qui intervient dans les multiples pans de la vie sociale, comme l'aide aux personnes âgées et aux enfants à risque ou le soutien aux personnes libérées de prison, aux sans abris, aux personnes malades ou soumises à des addictions.
Direct Relief International http://www.directrelief.org/ 244 millions de dollars (2006)	Direct Relief International lutte contre la pauvreté partout dans le monde. L'association, à but non lucratif, cherche d'abord à assurer un meilleur accès de tous à la santé publique. Elle se donne comme objectif de renforcer les systèmes de santé trop fragiles dans les pays en développement.

Tableau n°42 - Présentation de quelques ONG en faveur des Droits de l'homme

Organisations	Objet
<p>CPJ (Committee to protect Journalists)</p> <p>info@cpj.org http://www.cpj.org</p> <p>Budget : 2,5 millions de dollars</p>	<p>Cette ONG lutte pour la liberté de la presse et la protection des journalistes.</p>
<p>HWR (Human Rights Watch)</p> <p>hrwny@hrw.org http://www.hrw.org</p> <p>Budget estimé à 15 millions de dollars.</p>	<p>Créée en 1978, cette ONG intervient dans le monde entier. Elle s'occupe des droits de l'homme (notamment ceux des enfants et des femmes), mais aussi du contrôle des armes. Elle a conduit de véritables enquêtes dans 70 pays (du Royaume-Uni au Soudan, du Vietnam à la Russie, des Etats-Unis à l'Afghanistan, de l'Irak au Royaume-Uni) en vue de dénoncer les abus, les excès et les violences. Elle défend la liberté d'opinion, l'égalité devant la loi, le refus de l'emprisonnement arbitraire. Elle condamne les guerres civiles ethniques et religieuses.</p>
<p>LCHR (Lawyers Committee for Human Rights) FIDH (Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme)</p> <p>lchrbin@lchr.org http://www.lchr.org</p> <p>Budget estimé à 2,5 millions de dollars</p>	<p>Fondée en 1922 pour traiter de questions relatives au respect des droits humains en Europe, cette Fédération a développé son activité dans le monde, pour le respect de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Elle mobilise les Etats pour prévenir les violations à cette Déclaration, elle apporte un soutien technique aux victimes et elle crée un réseau de solidarité pour défendre ses valeurs dans tous les continents.</p>
<p>MRG (Minority Rights Group International)</p> <p>Minority.rights@mrgmail.org http://www.minorityrights.org</p> <p>Financement estimé à 2 millions de dollars</p>	<p>Cette ONG défend d'abord le droit des minorités et une coexistence pacifique entre minorités et majorité.</p>
<p>PBI (Peace Brigades International)</p> <p>pbii@gn.apc.org http://www.igc.apc.org/pbi</p> <p>Financement estimé à un peu plus de 1 million de dollars.</p>	<p>Créée en 1981, cette ONG propose une alternative non-violente aux conflits, en vue de défendre le maintien de la paix et les droits de l'homme. Elle envoie des volontaires pour lutter, par des moyens non violents, contre les répressions policières et la violence politique. Une formation à la paix et à la non-violence est aussi assurée.</p>
<p>PHR (Physician for Human Rights)</p> <p>phrusa@phrusa.org http://www.phrusa.org</p>	<p>Les professions de santé, les scientifiques et les citoyens concernés utilisent leurs compétences pour enquêter et prévenir les violations des droits de l'homme et des lois humanitaires. Elle défend aussi les professionnels qui en sont victimes. Son</p>

Financement de 4 millions de dollars	action est fondée sur les principes de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.
Jobs for Justice (http://www.jwj.org/) . 2,1 million de dollars (2006)	Jobs for Justice est une association qui s'engage dans la défense des travailleurs et de leurs alliés en vue d'obtenir la justice sur les lieux de travail et de résidence de leurs familles. Il s'agit d'obtenir une justice sociale et économique
National Council of Negro Women (http://www.ncnw.org/about/index.htm) 4 millions de dollars (2006)	Cette ONG se propose de défendre les intérêts des femmes noires américaines

Tableau n°43 - Présentation de quelques ONG en faveur des valeurs démocratiques

Organisations	Objet
<p>AED (Academy for Educational Development)</p> <p>admin@aed.org http://www.aed.org Financement estimé : 120 millions de dollars</p>	<p>Fondée en 1961, cette association propose un développement de l'éducation aux Etats-Unis et dans le monde. Elle fonctionne sur la base de contrats et de bourses, mais elle perçoit aussi des subsides d'autres ONG, d'universités, de collèges, d'agences gouvernementales et d'entreprises. Pour elle, c'est par l'éducation que sera éradiquée la pauvreté et respectés les idéaux humanitaires.</p>
<p>CEELI (Central and East European law Initiative)</p> <p>ceeli@abanet.org http://www.abanet.org/ceeli.home.html Budget estimé à 20 millions de dollars</p>	<p>Cette ONG soutient les réformes démocratiques des pays de l'Europe centrale et de l'Est. Avec l'assistance de professionnels, elle envoie des volontaires dans ces pays en vue de mettre en place des associations capables de promouvoir les valeurs démocratiques. Elle cherche à rendre indépendante la hiérarchie judiciaire et à faire respecter à la fois la liberté d'association et celle de la presse.</p>
<p>The Freedom Forum</p> <p>news@freedomforum.org http://www.freedomforum.org Budget : 100 millions de dollars</p>	<p>Créé en 1991, ce Forum défend la presse libre et la liberté de parole. Elle soutient les écoles de journalisme et leurs enseignements.</p>
<p>Soros Foundations Network</p> <p>osnews@sorosny.org http://www.soros.org Budget estimé à 50 millions de dollars</p>	<p>Dirigée par George Soros, cette fondation soutient le développement d'une société ouverte, libre, notamment dans les pays de l'Est. Elle intervient dans tous les médias pour améliorer l'éducation. Elle ne représente pas pour autant toutes les autres fondations de George Soros, lequel a dépensé plus de 700 millions de dollars dans l'exercice de ses activités philanthropiques.</p>
<p>International Republican Institute</p> <p>iri@iri.org http://www.iri.org Budget : 15 millions de dollars</p>	<p>Cette ONG promeut les principes fondamentaux de la république. Elle propose une formation aux élections législatives, elle défend les principes d'égalité, de liberté individuelle et d'esprit d'entreprise.</p>
<p>NDI (National Democratic Institute for International Affairs)</p> <p>demos@ndi.org http://www.ndi.org Budget estimé à 40 millions de dollars</p>	<p>Cet Institut à but non lucratif se propose de renforcer les institutions démocratiques et les valeurs pluralistes dans les nouvelles démocraties. Il propose une formation citoyenne et l'amélioration des relations entre la société civile et le secteur militaire.</p>
<p>NED (National Endowment for Democracy)</p> <p>Info@ned.org http://www.ned.org Financement estimé : 40 millions de dollars</p>	<p>Elle a été créée en 1983 pour renforcer les institutions démocratiques dans le monde, sur la base d'une initiative citoyenne non gouvernementale. Elle soutient les groupes favorables à la démocratie dans les pays qui ont besoin de cette aide. Il s'agit de favoriser l'élargissement des valeurs et institutions démocratiques, même si celles-ci ne sont pas fondées sur les seules règles définies par la société américaine.</p>
<p>ISOH/IMPACT</p> <p>(http://www.isohimpact.org/)</p>	<p>Autrefois connue sous le nom de International Services of Hope & Impact With God Crusades, Incorporated,</p>

6,6 millions de dollars (2006)	c'est est une association charitable religieuse, sans but lucratif, en vue d'assurer un brillant futur aux enfants défavorisés.
--------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

L'action de toutes ces organisations non gouvernementales est d'une grande utilité dans la vie quotidienne des personnes secourues. Certes, en elle-même elle n'est pas suffisante, mais elle n'en est pas moins nécessaire. Les ONG rappellent les pouvoirs publics et privés leurs responsabilités collectives. Elles ne sont certes pas en mesure de régler les problèmes structurels, mais elles redonnent l'espoir aux victimes en assurant momentanément les coûts de l'homme (nourrir, soigner et libérer les hommes) que le système économique inégalitaire ne permet guère de satisfaire pour plus de deux milliards de personnes privés d'aliments essentiels, de soins ou de libertés minimales.

Bibliographie

All, P., Miltenberger, T., Weiss, T.G. (2000) ; Guide to IGOs, NGOs and the Military in Peace and Relief Operations, United States Institute of Peace Press, Washington, D.C.

Aizicovici,, F. (2006), L'économie sociale entre valeurs et logique de marché, Le Monde - Supplément économie, 3 octobre.

Bensahel, L., Fontanel, J. (1992), La guerre économique, ARES, Vol XIII, 4, Grenoble, 1992.

Bensahel-Perrin, L., Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2009), Les Organisations Non Gouvernementales, ou l'homme au cœur d'une mondialisation solidfaire, L'Harmattan, Paris

Bernard, J-F. (2003), [Groupe SOS : solidaires, tous ensemble](#), La lettre du CJDES n°7 Novembre.

Bower, Amanda (2003), A Faith-Based Initiative, Time Canade, 4/21/2003.

Brauman, R. (2000), L'action humanitaire, Coll. Dominos, Flammarion, Paris.

Brunel, S. (2001), L'humanitaire, nouvel acteur des relations internationales, La Revue Internationale et Stratégique, n°41, printemps.

Bunodièrre, C., Essig, C. (2004), [L'Usine : insertion, le prix de l'efficacité](#), Actualité du Mécénat d'Entreprise, Février 2004,

Ceyrac, P. (2007) « Deloche, guerrier », in Le Point, n° 1730, 10/11/05, p 161.

Chol, E. (2003), OXFAM, Les VRP du Sud, 17 Avril.

Cooperman, Alan (2003), Christian Groups' Aid Effort Questioned, Washington Post, 3/28/2003, p.38

Cottle, Michelle (2003), Bible Brigade – Franklin Graham v. Iraq, New Republic, 4/21/2003.

Dauvin. P., Siméant, J. (2002) Le travail humanitaire les acteurs des ONG, du siège au terrain, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 443

De Larguier, S., Durand-Patenti, C. (2008), La Justice s'intéresse aux comptes de l'Armée du Salut », L'Express, 28 octobre.

Duin, Julia (2002), Graham Takes Islam to Task, Insight the News, 9/16/2002

- Fontanel, J. (2003), Civilisations, globalisation et guerre, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, PUG, Grenoble.
- Fontanel, J. (2005), La globalisation en analyse, Collection « Côté cours », L'Harmattan, Paris, 2005.
- Fontanel, J. (2007), Questions d'éthique, Collection « les idées et les théories à l'épreuve des faits », L'Harmattan, Paris.
- Fontanel, J., Samson I. (2007), Ethique, solidarités et économie mondialisée, in Questions d'éthique, Collection « les idées et les théories à l'épreuve des faits », L'Harmattan, Paris.
- Graby, C. (2005), [L'Usine : quand la réinsertion passe par le strass et les paillettes](#), Le Figaro Entreprises, 11 juillet 2005,
- Graz, J-C. (2008), La gouvernance de la mondialisation, Collection Repères, La Découverte, Paris.
- Guillaume, H. (2006), A la pointe de l'éthique, Le Figaro, 20 décembre.
- Hodkinson, S. (2005), Dans les eaux troubles de la campagne britannique, Red Pepper.
- Le Monde Initiatives, Avril 2005, L'intervention sociale à l'épreuve de la neutralité laïque.
- Lewis, Allen, (2003) Working in Sudan for Samaritan's Purse, www.ohd.hr.state.or.us
- Lupieri, S. (2006), , [Le social chasse dans l'entreprise](#), [La nouvelle garde de l'économie sociale](#), Enjeux Les Echos, Janvier 2006.
- O'Keefe, Mark, Plans Under Way for Christianizing the Enemy, Newhouse News Service 2003
- Pech, T., Padis M-O, (2004), Les multinationales du cœur. Les ONG, la politique et le marché, Le Seuil, Paris.
- Pérouse de Montclos, M-A. (2001), L'aide humanitaire, aide à la guerre? Editions Complexe, Paris.
- Rubio, F. (2004) Dictionnaire pratique des ONG, éd. Ellipses.
- Ryfman, P. (2004), Les ONG, 2004, La Découverte, Paris.
- Ryfman, P. (2006), Les ONG, nouveaux acteurs des relations internationales, Questions internationales, n°19, La documentation française, Paris.
- Sérafini, T. (2008), A l'armée du Salut, pas de cadeaux, Libération, 1 novembre
- Sheler, Jeffery L. (2002), All in the Family, U.S. News & World Report, 12/23/2002,
- Stangherlin, Gregor (2005), Les acteurs des ONG : l'engagement pour l'autre lointain, Paris, Budapest, Torino, L'Harmattan.
- Swidzinski, Brad, (1996) Where Sante Fears to Tread, Western Report, 1/8/1996, p.33
- The Christmas Controversy (2003), Report/Newsmagazine, 1/6/2003
- Van Diema, David (1996), In the Name of the Father, Time Magazine, Vol. 167, 13/1996
- Walfield, Paul (2003), Questions Do-Gooders, Insight the News, 5/13/2003,
- Wallert, O . (2008), La justice enquête sur l'armée du salut, Le Figaro, 28 Octobre 2008.
- Yala, A. (2005) Volontaires en ONG : l'aventure ambiguë, Clamecy, Charles Léopold Mayer, 237